Zeitschrift: Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse
Band: 6 (1893)
Heft: 5

Heft

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ANZEIGER

für

Schweizerische Geschichte.

Herausgegeben

von der

allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Zweiundzwanzigster Jahrgang.

N° 5. (Neue Folge.) **1891.**

Abonnementspreis: Jährlich Fr. 2. 50 für circa 5 — 6 Bogen Text in 5 — 6 Nummern.
Man abonnirt bei den Postbureaux, sowie direct bei der Expedition, Buchdruckerei *K. J. Wyss* in Bern.

INHALT: 51. Notes sur l'histoire vallaisanne, von Victor van Berchem. — 52. Zum Propstverzeichniss von St. Bernhard, von Rob. Hoppeler. — 53. Beziehungen zwischen den Klöstern Interlachen und Goldbach, von Dr. Th. v. Liebenau. — 54. Burgundische Anträge an einer unbekannten Tagsatzung zu Zürich im Oktober 1477, von Dr. Alb. Büchi. — 55. Bündnerischer Henkerbrief vom Jahre 1741. von F. Jecklin. — 56. Tirolische Geschichtsquellen, von P. W. S. — Todtenschau schweizerischer Historiker, von Dr. W. F. von Mülinen.

51. Notes sur l'histoire vallaisanne.

1. La donation du comté du Vallais à l'évêque Hugue de Sion par Rodolphe III, roi de Bourgogne, en 999.

L'authenticité du diplôme contenant cette donation a été mise en doute de divers côtés[1]). Nous ne connaissons sa teneur que par un vidimus du 18 janvier 1477; jamais auparavant, à notre connaissance, l'église de Sion n'avait fait usage de cet acte pour la défense de ses droits. Si, à côté du fait de cette apparition tardive, l'on songe aux circonstances dans lesquelles le vidimus a été écrit, on comprend que des soupçons aient pu naître sur l'existence du diplôme de 999, et plus encore sur l'exactitude de sa transcription.

C'était au temps des guerres de Bourgogne[2]). Les Vallaisans, avec l'aide des Bernois, leurs alliés, avaient envahi les possessions savoyardes de la vallée du Rhône; ils occupaient le Bas-Vallais, l'Entremont et la châtellenie de St. Maurice en Chablais,

[1]) Les recherches consignées dans cette note nous ont été suggérées il y a quelques années par les doutes que nous avions entendu émettre à feu M. le professeur Ch. Le Fort, et par la lecture de B. Hidber, *Kampf der Walliser gegen ihre Bischöfe* (*Archiv d. hist. Ver. d. Kantons Bern*, t. VIII), p. 523—526. Voyez aussi la note de l'éditeur des *Fontes rerum bernensium*, t. I. p. 289, et C. Favre, *Etude sur l'histoire des passages italo-suisses du Haut-Valais . . .* (*Jahrbuch für schweiz. Gesch.*, t. VIII), p. 194, n. 1. — Le vidimus de ce diplôme est imprimé en entier dans les *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, publiés par l'abbé J. Gremaud, t. I. (M. D. R., t. XXIX), p. 49—53.

[2]) Voy. Boccard, *Hist. du Vallais*, p. 124—131; de Gingins, *Développement de l'indépendance du Haut-Vallais* etc. (*Arch. f. schweiz. Gesch.*, t. III), p. 135—147; *Eidgen. Abschiede*, t. II, p. 581 et passim; Furrer, *Gesch. v. Wallis*, t. III (Urkunden), p. 272.

et venaient de décider l'incorporation de ces territoires à l'état épiscopal. Or il existait en Vallais une tradition fort ancienne, suivant laquelle Charlemagne avait fait don du comté vallaisan à l'évêque de Sion, Théodule[1]). Cette tradition était répandue dans tout le pays ; personne n'avait encore songé à en contester la valeur, et dans l'opinion générale, la donation de Charlemagne était l'origine du pouvoir temporel de l'église de Sion[2]). On n'ignorait pas que le territoire épiscopal avait subi de grandes diminutions dans les luttes des évêques contre la maison de Savoie, mais ces modifications remontaient en partie à une époque assez éloignée pour que l'on eût perdu la notion exacte de l'étendue primitive de ce territoire. Aussi l'église, d'accord sur ce point avec l'idée d'expansion nationale qui fermentait dans les dizains, avait-elle peu-à-peu identifié les limites de cet ancien comté du Vallais avec celles du diocèse de Sion[3]). Dès 1474, l'habile et énergique évêque Walter Supersax proclamait hautement l'espoir de rentrer en possession du patrimoine de son église[4]). La conquête de 1476 était donc aux yeux de l'évêque et de ses sujets la récupération légitime, mais partielle seulement, des droits que la Savoie avait usurpés pendant longtemps[5]).

D'autre part, les dizains jouaient à cette époque un rôle politique déjà considérable à côté de l'évêque. Cette dualité du gouvernement se traduit dans les actes par la réunion des deux expressions *ecclesia sedunensis* et *patria Valesii* (Bischof und Landschaft) entre lesquelles on sent nettement percer l'opposition. Les patriotes ne pouvaient manquer, et ne manquèrent pas en effet, de réclamer la récompense des peines et des dépenses que la conquête leur avait coûtées[6]). En présence des prétentions de ses sujets et vis-à-vis des revendications du duc de Savoie[7]), il était de la plus haute importance pour l'évêque d'établir sur un titre indiscutable l'ancienneté des droits de son église.

Malheureusement, les archives de l'évêché ne renfermaient aucun diplôme relatif à la donation carolingienne. Lorsqu'en 1521, le cardinal Schiner, alors en exil, obtient de Charles-Quint la confirmation des droits temporels de son siège, il lui représente que les adversaires de l'église ont dérobé à celle-ci non seulement ses biens et sa juridiction, mais aussi les chartes et privilèges qui lui ont été concédés par Charlemagne

---

[1]) La vie de S. Théodule a été publ. par les Bollandistes, A. S., t. III. augusti, p. 278.

[2]) Voy. pour les XIIIe et XIVe siècles, M. D. R., t. XXX, p. 445 ; t. XXXI, p. 389, 410; t. XXXII, p. 273, 276; pour la fin du XVe., *Gallia christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 447 et 450, et les actes cités plus bas, n. 5.

[3]) Voy. le testament de l'évêque Walter Supersax (1482, Gingins, *op.* et *loc. cit.*, p. 146) et la confirmation des droits régaliens du cardinal-évêque Schiner par Charles-Quint, en 1521 *(Gall. christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 456).

[4]) Gingins, *op.* et *loc. cit.*, p. 136, n. 6.

[5]) Acte d'incorporation (31. Déc. 1476) des pays conquis (Gingins, *loc. cit.*, p. 234). Adresse de l'évêque Walter au conseil général (6 février 1482, *ibid.*, p. 243). Accords de 1483 et 1490 entre l'évêque Josse de Silenen et ses sujets (Furrer, t. III, p. 272 et 277). Voyez aussi le langage des envoyés vallaisans à Beggenried, le 30 mai 1493 (*Eidgen. Abschiede*, t. III. 1, p. 438).

[6]) La progression rapide des prétentions des dizains ressort de la comparaison de l'acte d'incorporation de 1476 avec les accords de 1483 et 1490 (voir note précéd.) et avec celui de 1500 relatif aux mines de plomb de la vallée de Bagnes (Furrer, t. III, p. 284).

[7]) Voy. *Eidgen. Abschiede*, t. II et suivants, passim.

et par d'autres empereurs [1]). Un siècle plus tard, l'évêque Hildebrand Jost et son chapitre émettent la même accusation contre les patriotes[2]). Il est probable qu'en 1477, l'évêque Supersax sentait déjà le tort que l'absence de tout document authentique pouvait faire à sa cause.

La donation de Charlemagne était rapportée dans les vies de saint Théodule et de saint Charlemagne que renfermait un antique légendaire conservé à l'église de Valère[3]). L'évêque fit extraire ce récit des deux vies sous forme d'actes notariés[4]), afin de s'en servir comme d'un titre; ce titre a reçu plus tard le nom de *caroline*. C'est alors[5]) qu'en fouillant les archives confiées à la garde du chapitre, on découvrit le diplôme de 999. L'importance de cette pièce ne pouvait échapper à personne. Toutefois, son contenu était loin de cadrer entièrement avec la tradition : on dut être surpris de rencontrer le nom peut être à peine connu de l'évêque Hugue et de trouver comme donateur, à la place de Charlemagne, un roi Rodolphe dont la personnalité était si bien oubliée, que le préambule du vidimus fait du dernier des rois bourguignons un empereur allemand *(rex Romanorum)*. Pour nous, ces divergences sont précieuses, car elles suffisent à faire écarter l'idée d'un faux fabriqué de toutes pièces à cette occasion et que l'on aurait certainement mieux adapté à la tradition reçue.

Mais on peut aller plus loin, et affirmer que le vidimus de 1477 nous a conservé assez exactement un diplôme de Rodolphe III. L'examen attentif du texte montre que son vocabulaire et son style sont en réalité ceux de la chancellerie bourguignonne ; l'identité des formules qu'il contient et de celles de plusieurs autres diplômes authentiques du même roi trahissent avec certitude les emprunts faits à un même formulaire. A cet égard, la comparaison avec le diplôme par lequel Rodolphe donne l'abbaye de Moûtiers-Grandval à l'église de Bâle est d'autant plus convaincante que ce dernier document est, lui aussi, daté de 999[6]). Certaines irrégularités telles que le défaut de la souscription du chancelier, ou bien le développement, inusité dans les diplômes de ce règne, de l'invocation «in nomine sancte et individue trinitatis, *patris, filii et spiritus sancti, amen*» s'expliquent aisément soit par une omission du transcripteur sur des points d'importance secondaire à ses yeux, soit par son inhabileté à déchiffrer les formules plus ou moins abrégées du Xe siècle[7]).

La donation est faite sur les prières *(peticiones)* de la reine Agiltrude, de Burchard, archevêque de Lyon et frère du roi et de Hugue, évêque de Genève, tous personnages

---

[1]) *Gall. christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 456.

[2]) Abschied des Weinachtlandrathes, 1622 (*Blätter aus d. Wallisergesch.*, her. v. geschichtforschenden Verein v. Oberwallis, Jahrg. I. [1889], p. 20).

[3]) Gremaud, *Chartes sédunoises* (M. D. R., t. XVIII), p. 448, n. 1.

[4]) *Gall. christ.*, t. XII, *Instr.*, col. 447 et 450.

[5]) Les extraits du légendaire sont datés du 15 janvier 1477; le vidimus du diplôme de 999 a donc été écrit trois jours après.

[6]) Trouillat, *Monuments de l'ancien évêché de Bâle*, t. I, p. 139. Voyez aussi les diplômes presque contemporains en faveur de Cluny, an 998 (Bruel, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. III, pag. 544, n° 2465), et de Bâle, an 1000 (Trouillat, t. I, p. 140), etc.

[7]) La souscription du hancelier manque également dans les diplômes que Trouillat a empruntés au *Codex diplom. ecclesie basil.*, écrit au XVe siècle, et les formules finales y sont généralement incomplètes. — On remarquera que l'invocation est précisément celle qui se trouve en tête du vidimus; c'était une forme usuelle à la fin du XVe siècle. Quant au style de l'incarnation (voy. C. Favre, *loc. cit.*, n. 1), il est fréquent dans les diplômes rodolphiens.

dont l'intercession est fréquemment mentionnée dans les diplômes du temps. Elle est la récompense des fidèles services rendus au roi par le donataire; or nous rencontrons souvent l'évêque Hugue dans l'entourage de Rodolphe, et dans plusieurs chartes de donation, il est à son tour nommé comme intercesseur, preuve non équivoque du crédit dont il jouissait à la cour [1]).

Enfin, s'il subsiste encore quelque doute sur l'objet de la donation faite à l'évêque de Sion, il suffira de faire observer que la cession d'un comté à l'Église, loin d'être un fait isolé sous le régne de Rodolphe, est au contraire parfaitement conforme à la politique de ce prince. N'avait-il pas aliéné soit par faiblesse, soit aussi par calcul politique, l'exercice des droits comtaux dans leurs provinces respectives, en faveur des archevêques de Tarentaise et de Vienne et de l'évêque de Lausanne?[2]) L'Église était l'appui naturel de sa couronne en face du flot montant de l'aristocratie laïque.

Les considérations qui précèdent permettent, suivant nous, de conclure à l'authenticité du diplôme de 999. Toutefois, deux passages du vidimus nous paraissent en contradiction avec le sens général de ce document. Nous lisons que le roi a donné le comté vallaisan . . . «integriter, cum omnibus ejus utilitatibus que juste, legaliter, ex antiquis seu eciam modernis constitucionibus ad *ecclesie* comitatum appendere videntur, et sicut usque modo, nostro patrisque nostri concessu(m), fideles nostri vestiti fuerant.» Le mot *ecclesie* donne à entendre qu'en 999 le comté était déjà entre les mains de l'église de Sion[3]). Cependant, le diplôme a le caractère très net d'une première donation et non celui d'une confirmation: sa teneur générale, le terme *donavimus*, le fait de l'investiture conférée par Rodophe à l'évêque Hugue («Hugonemque . . . . presentem episcopum potestativum ad habendum fecimus») ne semblent pas laisser de doute sur ce point. Comment une donation antérieure, si elle avait existé, ne serait-elle pas plus explicitement rappelée ainsi que le nom ou la qualité présumée du donateur? On répondra que notre diplôme contient une allusion à cette donation antérieure: «Nous avons donné le comté, dit le roi, sancte Marie *sanctoque Theodolo* sedun., *cuius tamen studio primum eo loci acquisitus erat.*» Sans nous arrêter à la forme postérieure *Theodolo* (pour *Theodoro*)[4]), — car elle pourrait avoir été introduite en 1477 par le transcripteur, — ni à la singulière obscurité du texte qui ne permet pas de mesurer la portée exacte de l'acquisition attribuée au saint évêque, remarquons que Théodule est associé à Notre-Dame en quelque sorte comme second patron de l'église de Sion. Or ce fait est, croyons-nous, un anachronisme. Théodule n'apparaît comme tel que

---

[1]) Sur l'évêque Hugue, voyez Gremaud, *Documents* etc., t. I (M. D. R., t. XXIX), n° 76.

[2]) Tarentaise en 996 (Hist. Patr. Mon., Ch., t. II, col. 303); Vaud en 1011 (M. D. R., t. VII, p. 1); Vienne en 1023 (Bouquet, t. II, p. 49).

[3]) Voyez par contre *Schenkung der Grafschaft Wallis an den bischöflichen Stuhl von Sitten* (*Blätter aus d. Wallisergesch.*, Jahrg. I), p. 9, où le sens donné au mot *ecclesie* ne nous paraît guère admissible; cf. page suiv. n. 3.

[4]) Gremaud, *Nécrologes de l'église cathédrale de Sion* etc. (M. D. R., t. XVIII), p. 250, n. 2 et p. 490. Gelpke, *Kirchengesch. der Schweiz*, t. II, p. 104.

beaucoup plus tard, et ni au XIe siècle, ni dans les siècles suivants, nous n'avons rencontré d'exemple d'une donation faite à cette église sous son nom[1]).

Nous pensons donc qu'il faut voir dans le mot *ecclesie*, ainsi que dans le nom de Théodule et la phrase incidente qui s'y rattache[2]) des interpolations intentionnelles du transcripteur de 1477, interpolations dont le but est facile à deviner. Il s'agissait de mettre d'accord la tradition généralement admise de la donation de Charlemagne et ce document nouveau qui, par son caractère de diplôme royal, par son antiquité et par la concordance tout au moins apparente de son contenu avec les prétentions de l'église, constituait pour l'évêque un titre de premier ordre. On chercha, pour y parvenir, à imprimer au diplôme de Rodolphe, avec le moins de changements possible, le cachet d'une confirmation. En dépit des adjonctions faites dans ce but au document primitif, celui-ci n'en conserve pas moins, à notre avis, sa réelle valeur[3]).

De nos jours, la critique historique[4]) a démontré le caractère légendaire de la tradition relative à une donation du comté par Charlemagne. Cette tradition n'est pas antérieure à la seconde moitié du XIIe siècle; elle paraît s'être formée autour du souvenir déjà confus de l'acte de 999. L'église de Sion jouissait sans doute longtemps avant cette dernière date d'une immunité plus ou moins complète sur ses propres domaines, mais la propriété du pouvoir public dans toute l'étendue du comté vallaisan, c'est-à-dire le principal fondement de son pouvoir temporel, a bien pour origine la donation de Rodolphe III.

Victor van Berchem.

---

52. Zum Propstverzeichniss von St. Bernhard.

Seit Herr Abbé Gremaud in Freiburg einen grossen Theil der auf die mittelalterliche Geschichte des Wallis bezüglichen Urkunden in den «Mémoires et documents de la Suisse romande» publizirt hat, ist auch eine Rektifizirung der Propstliste von St. Bernhard möglich geworden. In der Hauptsache beschränken wir uns jedoch im Folgenden auf das 13. Jahrhundert[5]).

---

[1]) Les donations du XIe et du XIIe siècle sont toujours faites à *Notre-Dame*, ou encore à *Dieu et Notre-Dame*; plus tard à *l'église de Sion* (Gremaud, *Chartes sédun.* et *Documents* etc., *loc. cit.*, passim). L'église de Valère aussi bien que l'église inférieure étaient sous le patronage de la vierge. La première mention de Théodule comme patron de l'évêque se trouve dans des statuts synodaux de date incertaine (vers 1219? Gremaud, *Documents*, M. D. R., t. XXIX, p. 216).

[2]) L'hypothèse d'une interpolation a été émise pour cette seule phrase par le chanoine de Rivaz (Gremaud, *Catalogue des évêques de Sion*, M. D. R., t. XVIII, p. 488).

[3]) On pourrait encore laisser subsister le mot *ecclesie* et voir dans les *fideles nostri* non pas des comtes laïques du Vallais, mais les évêques prédécesseurs de Hugue, en admettant que depuis le règne de Conrad, père de Rodolphe, les évêques étaient revêtus, mais seulement à vie, des fonctions de comte. Toutefois ce sens nous paraît forcé.

[4]) Gelpke, t. II, p. 96—105. Gremaud, *Catalogue des évêques de Sion*, Introd. (*loc. cit.*), p. 486—491.

[5]) Abgesehen von den unten noch zu erwähnenden Werken, vgl. über den heil. Bernhard «La nouvelle Gazette du Valais». 1882. Nr. 21.

Als der erste historisch feststehende Vorsteher des Hospiz auf St. Bernhard erscheint in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts ein Propst *Ulrich*. Dieser wird zum ersten Mal in einer Schenkungsurkunde vom 6. August 1165 als «Oldericus ospitalis de Monte Jovis prepositus» erwähnt[1]) und findet sich in den folgenden Jahren noch verschiedentlich in den Urkunden (vgl. die Urk. Nr. 596 und 597 in M. D. R. XXIX, 514 ff). So schloss Propst Ulrich im Jahre 1167 einen Vertrag mit den Mönchen von Hautcrêt ab. (cf. Cartulaire de Hautcrêt in M. D. R. XII, pag. 33).

Bischof Amedeus von Sitten bestätigte 1168 dem Hospiz den Besitz der Kirche von Martigny und anderer Güter. Propst Ulrich stand damals noch an der Spitze des Conventes, wie aus dieser Urkunde ersichtlich wird[2]) (vgl. die Datirungszeile, wo es heisst: «Hoc factum est *tempore Uldrici, prepositi Montis Jovis*, regnante Frederico imperatore, anno M°C°LXVIII°, ab incarnatione Christi».) Ausserdem nennen zwei Urkunden vom Februar und Oktober 1168 seinen Namen[3]). Zum letzten Mal begegnen wir Ulrich als Propst zu St. Bernhard im Sommer 1172[4]); wie lange er dem Hospiz noch vorstand, ergibt sich aus den erhaltenen Urkunden nicht. Mülinen a. a. O. lässt ihn im Jahre 1171 sterben, und ebenso *P. Laurenz Burgener*, der heilige Bernhard von Menthon (2. Aufl. Luzern 1870) pag. 291.

Im Verzeichniss folgt nun ein Propst Guigo, der jedoch, wie schon de Loges[5]) und Mülinen angenommen haben, mit dem im Jahre 1177 erscheinenden Propst *Wilhelm* identisch sein dürfte. Letzterer wird uns urkundlich nur einmal genannt, nämlich in der Urkunde Papst Alexanders III. vom 18. Juni 1177, wodurch das Hospiz von St. Bernhard sammt allen seinen Besitzungen in den Schutz des heil. Stuhles genommen wurde[6]). Propst Wilhelm I. führt hier den Titel «rector hospitalis sanctorum Nicolai et Bernardi Montis Jovis». Leider wissen wir auch über die Dauer der Regierung dieses Propstes nichts, da die Urkunden der folgenden Jahre, welche das Hospiz St. Bernhard betreffen, keine Namen nennen[7]). Doch stand Propst Wilhelm I. nicht mehr lange an der Spitze des Hauses; denn am 14. März 1183 erscheint in der Bestätigungsbulle, die Papst Lucius III. den Mönchen zu St. Bernhard gab[8]), ein Propst *Peter*, dem die frühern Kataloge von de Loges, Mülinen etc. den Beinamen de Lesel (Lauzel) geben[9]).

---

[1]) *Chrétien de Loges*, essais historiques sur le mont Saint-Bernard (1789) pag. 189 nennt ihn schon zum Jahr 1120. Diese Angabe hat dann *Mülinen* in seine Helvetia sacra I pag. 151 aufgenommen. Cf. M. D. R. XXIX. pag. 513.

[2]) M. D. R. XVIII pag. 365/366.

[3]) Urk. Dat. Aosta, Febr. 1168 (abgedr. M. D. R. XXIX pag. 97 und eine Urk. vom Okt. 1168, ebenfalls zu Aosta ausgestellt, die den Kauf von Gütern zu Sinzo enthält. (M. D. R. XXIX pag. 98/99).

[4]) M. D. R. XXIX pag. 100.

[5]) A. a. O. pag. 190 (Nr. IV. und V.).

[6]) Urk. Dat. Venedig, 18. Juni 1177 (in M. D. R. XXIX pag. 102—107).

[7]) Cf. Urk. Nr. 162 u. 163 a. a. O. pag. 111 ff.

[8]) Urk. Dat. Velletri, 14. März 1183 (M. D. R. XXIX pag. 114).

[9]) Cf. de Loges pag. 190 und Mülinen pag. 151.

Zwischen Wilhelm I. und Peter I. schiebt Burgener a. a. O. pg. 292 einen Propst Armand I. ein, dessen Existenz aber mehr als zweifelhaft erscheint.

Peter I. stand über 20 Jahre an der Spitze des Stiftes. Am 29. September 1183 schloss er zu Aosta einen Vertrag mit dem Propst der dortigen Marienkirche wegen streitiger Zehnten[1]). In den Urkunden der folgenden Jahre wird sein Name nirgends aufgeführt; dennoch behielt er die Leitung des Hospiz bei, wie eine Bestätigungsurkunde Clemens III. vom 15. März 1190 beweist[2]). Abgesehen von einer ganzen Reihe von Vergabungen und Bestätigungen, die von weltlichen und geistlichen Fürsten den Chorherren zu St. Bernhard während der Regierung Propst Peters I. gemacht wurden, gab auch Bischof Nantelmus von Écublens, der von 1196 bis 1203 der Kirche zu Sitten vorstand, dem Gotteshause eine Bestätigungsurkunde für die Kirchen von Martigny, Sembrancher, Orsières, Liddes und Lens[3]). Zum letzten Mal begegnen wir Propst Peter I. im Jahre 1206 zu Aosta; doch ist auch sein Ausgang unbekannt[4]).

De Loges pag. 191 und nach ihm Mülinen und Burgener lassen auf Peter I. im Jahre 1206 einen Propst Walcher folgen, der 1208 dem Hospiz noch vorgestanden haben soll. In den von Gremaud publizirten Urkunden findet sich ein solcher Name nicht und ebensowenig in den Hist. patr. monum., so dass seine Existenz sehr fraglich sein dürfte[5]).

Dagegen steht fest, dass bei Beginn des 13. Jahrhunderts unter den Chorherren zu St. Bernhard völlige Verweltlichung und Anarchie eingerissen war. Der Grund hievon lag vielleicht gerade in der langen Regierung Propst Peters I. Im Jahre 1212 sah sich der Papst endlich veranlasst, selbst in die Verhältnisse des Gotteshauses einzugreifen, und beauftragte am 30. Mai den Erzbischof von Tarentaise, den Bischof von Genf und den Abt von St.-Maurice mit einer Reformirung des Hospiz «tam in capite quam in membris»[6]). Innocenz III. war fest entschlossen, mit aller Strenge gegen die schuldigen Brüder vorzugehen, welche das Gotteshaus, «quae olim sanctae religionis effundebat odorem», in wirthschaftlicher und kirchlicher Beziehung dem Ruine nahegebracht hatten. Daher ertheilte er auch den genannten Prälaten die umfassendsten Vollmachten für ihr Reformationswerk. Ohne Unterschied — den Propst mit eingeschlossen — sollen sie die Fehlbaren aus dem Kloster entfernen und andere an deren

---

[1]) M. D. R. XXIX pag. 115.

[2]) M. D. R. XXIX pag. 517 Nr. 599. Urk. Dat. Lateran, 15. März 1190.

[3]) Urk. von 1199 (a. a. O. pag. 137). Die genannten Kirchen waren vom Domkapitel als zum bischöflichen Tafelgut (mensa episcopi) gehörig reklamirt worden, worauf Peter sie der Kirche von Sitten zurückgab, «ne domus sua propter hoc ecclesie Sedunensis iram incurreret.»

[4]) Cf. Urk. Dat. Aosta 1206 (M. D. R. XXIX, pag. 157).

[5]) Auch J. Holzhalb in seinem Supplement zu Leu's Lexikon (Zürich 1786) Bd. I. pag. 215 führt einen Propst Walcherus zum Jahre 1206 auf. — Die Propstliste, die Furrer (Geschichte von Wallis) Bd. II. pag. 315 gibt, ist für das 13. Jahrhundert völlig werthlos, und verdient hier gar keine Berücksichtigung. — Die Schrift von *Luquet*, études historiques sur l'établissement hospitalier du Grand Saint-Bernard (1849) war mir nicht zugänglich.

[6]) Vgl. Urk. Nr. 228 in M. D. R. XXIX, pag. 169. Erzbischof von Tarentaise war damals *Bernhard*, (gest. 1222); den bischöflichen Sitz von Genf hatte *Bernhard III.* inne. An der Spitze der Augustiner-Chorherren von St. Maurice stand Abt *Aimon*, (1204—1223).

Stelle setzen («præpositum et alios, quos in ea (ecclesia) inveneritis pestilentes, omnino removentes ab illa, et alios inducentes in ipsam, ut perditis inde malis, vinea Domini Sabaoth bonis locetur agricolis[1])[2]).)

Leider kennen wir weder den Namen des damaligen Propstes, noch auch den weitern Verlauf der Reformirung des Stiftes.

Der nächste bekannte Vorsteher des Hospiz ist *Arducius*, der in einer Urkunde vom 9. Juni 1215 genannt ist[3]). Weitere Nachrichten über ihn haben wir nicht.

Nachfolger des Arducius war Propst *Guido*, den die ältern Listen Guido von Aelen (Aigle, Allio) nennen. Urkundlich zum ersten Mal erscheint er am 30. März 1221 zu Saint-Pierre de Clages, als die Brüder Aimon I. und Wilhelm II. von Turn, Ritter, sowie deren Neffe Rudolf, dem Hause zu St. Bernhard die Schloss-Kapelle des heiligen Michael auf Majoria übergaben[4]). Drei Jahre später, 1224, machte Aimon von Turn für sein und seiner Vorfahren Seelenheil dem Hospital zu St. Bernhard weitere Vergabungen, bestehend in einer Reihe von Zehnten. Es ist dies das letzte Mal[5]), dass Propst Guido's in einer Urkunde Erwähnung gethan wird, wenn wirklich in der Urkunde vom 15. Juli 1226 (M. D. R. XX pag. 272) eine Verschreibung für 1224 vorliegt. In einem Document vom 24. August 1225 wird nämlich ein «Petrus pauperum Montis Jovis minister humilis» genannt, was ohne Zweifel nichts anderes als Vorsteher des Hauses bedeuten kann[6]). Gremaud übersetzt diesen Ausdruck mit «prévôt»[7]). Bei dieser Annahme gerathen wir aber mit der Chronologie in Konflikt. Wir haben demnach in «minister Jovis Montis» entweder einen zeitweiligen Stellvertreter des Propstes zu erblicken, oder was viel eher möglich, in der Urkunde vom 15. Juli eine Verschreibung des $M^0CC^0XX^0IV^0$ in $M^0CC^0XX^0VI^0$ anzunehmen. Sicher ist, dass Guido nicht mehr lange am Leben blieb, und dass Peter sein Nachfolger wurde. Es ist dies wahrscheinlich derselbe Peter, der unter Propst Guido im Jahre 1221 als Zeuge bei der genannten Schenkung der Herren von Turn an das Hospiz zugegen war[8]). Zum ersten Mal erscheint *Peter II.*, — der in den frühern Listen den Beinamen «du Pertuis» führt und aus dem Aostatal stammen soll, — in seiner Eigenschaft als Propst von

---

[1]) [2]) Urk. a. a. O. pag. 169/170. Wir erhalten aus derselben ein Bild der Zustände innerhalb des Stiftes.

[3]) M. D. R. VI pag. 259. De Loges kennt ihn noch nicht. Cf. Mülinen a. a. O.

[4]) M. D. R. XXIX pag. 226 (Urk. Nr. 288). Vgl. dazu Bd. XXX pag. 348, wo Papst Honorius IV im Jahre 1286 dem Hospiz u. a. den Besitz der «ecclesia Sancti Michaelis de Turri Seduni cum pertinentiis suis» bestätigt. — Burgener pag. 294 setzt Guido schon 1220 an die Spitze des Hauses, was nicht unwahrscheinlich ist. Doch nennt die von ihm citirte Urkunde (M. D. R. XII pag. 57 Nr. 37), keinen Namen, und die andere vom gleichen Verfasser angegebene Urkunde vom 10. Juli 1220 ist nur als Regest in M. D. R. XIX pag. 204 Nr. 922 abgedruckt. — De Loges und Mülinen erwähnen Guido schon zum Jahre 1219; die von jenem hiefür als Beweis angeführte Urkunde datirt jedoch vom 8. April 1221 (cf. M. D. R. XXIX pag. 522.)

[5]) M. D. R. XXIX pag. 245.

[6]) [7]) A. a. O. pag. 523, vgl. Burgener pag. 295. — Der Titel «minister» findet sich im Mittelalter nicht selten ohne Rücksicht auf die Stellung eines Geistlichen. So nennt sich Bischof Landrich 1234 in einer Urkunde «permissione divina Sedun. ecclesie minister humilis». (A. a. o. XXIX, pag. 314).

[8]) A. a. O. pag. 227 wo «Petrus et Anselmus canonici Montis Jovis» genannt werden.

St. Bernhard in einem Kaufvertrag, den er am 30. Januar 1229 mit dem Domherrn Aymon von Venthône abschloss[1]). Im Juni des gleichen Jahres trat er an Bischof Bonifacius von Aosta Rechte zu Lanvy und Peceyney ab, im Beisein Amadeus' Priors von St. Bernhard, Gunther's, des dortigen Sakristan's, Falco's, Pfarrers zu Bourg-St.-Pierre an der Bernhardstrasse, und anderer[2]).

Peter II. erscheint nach dem Jahre 1229 nicht mehr in den Urkunden; doch dürfte er die folgenden Jahre noch an der Spitze des Hauses gestanden sein. De Loges und nach ihm Mülinen und Burgener führen ihn bis in's Jahr 1236 als Propst auf. Die von ihnen citirten Urkunden nennen jedoch keine Namen[3]). De Loges pag. 191 erwähnt von Propst Peter II., dass er vom Cantor der Kirche zu Sitten das Haus des heil. Theodul daselbst um 24 Pfund im Jahre 1234 gekauft habe. Diese Notiz ist unrichtig. Dennoch hat Burgener pag. 295 sie aufgenommen. Aus der oben angeführten Urkunde vom 30. Januar 1229 geht zur Genüge hervor, dass die Augustiner zu St. Bernhard das Haus des heil. Bernhard zu Sitten schon damals besessen hatten[4]). Vielmehr handelt es sich nur um ein Grundstück, das hinter dem genannten Hause gelegen war, und das Peter II., wie schon oben angedeutet, 1229 vom damaligen Cantor Aimon von Venthône für 24 Pfund seinem Gotteshause erworben hatte. Burgener erwähnt den Kauf von 1229; er muss also die betreffenden Urkunden gekannt haben. Gleichwohl schreibt er die unrichtige Angabe bei de Loges ohne Weiteres ab.

Während eines vollen Jahrzehntes nennen uns die Urkunden keinen Propst mit Namen. De Loges und die Uebrigen lassen jedoch auf Peter II. einen Propst Armodus oder Armandus 1237 folgen. In den mir bekannten Urkunden findet sich ein solcher nicht. Auch die Notiz bei de Loges pag. 192: «Armoud, on ne trouve que la lettre initiale de ce nom A.» macht dessen Existenz ziemlich zweifelhaft. Burgener pag. 296 nennt ihn Armand II., entsprechend dem von ihm als Nachfolger Propst Wilhelms I. genannten Armand[5]).

Urkundlich sicher steht Propst *Falco*, der seit 1240 erscheint. Wahrscheinlich ist dies derselbe, der 1229 unter Propst Peter II. als Pfarrer zu Bourg-Saint-Pierre genannt wird. (Cf. oben u. M. D. R. pag. 277[6]). Seine Regierung des Gotteshauses

---

[1]) A. a. O. pag. 278/279.

[2]) Urk. Dat. Aosta, 15. Juni 1229 (M. D. R. XXIX pag. 276 f.). — Der Prior war im Verhinderungsfall der Vertreter des Propstes.

[3]) Bestätigungsurkunde Gregors IX. vom 5. Mai 1231 für die Chorherren zu St. Bernhard (M. D. R. XXIX pag. 526 ff.), wo einfach vom «rector hospitalis sanctorum Nicolai et Bernardi de Monte Jovis» die Rede ist. (Vgl. ferner Urk. Nr. 609 und 610 ebenda).

[4]) Die Urk. von 1229 sagt ausdrücklich: . . «quamdam terram cum arboribus in ea existentibus, que *iacet retro domum Montis Jovis*, sitam iuxta ecclesiam Sti. Theodoli etc.»

[5]) Fr. Forel in seinen Regesten der franz. Schweiz kennt die von Burgener als Beweis citirte Urkunde nicht: cf. M. D. R. XIX pag. 252 ff.; eben so wenig Gremaud. — Burgener fügt a. a. O. der Angabe de Loges' bei: «Die ältesten Verzeichnisse auf dem St. Bernhard halten dafür, dass der Buchstabe A Armand bedeutet». Nun sind aber gerade jene Listen erst in späterer Zeit entstanden, und die ältern zu Grunde gegangen.

[6]) Die Kirche von Bourg-Saint-Pierre stand seit Alters unter dem Hospiz. Cf. die Urk. Papst Alexanders III. vom 18. Juni 1177 (M. D. R. XXIX, pag. 103); wo die «ecclesia Sancti Petri ad pedem eiusdem montis» genannt ist. Noch heute steht der Priorat von Bourg de Saint-Pierre unter den Augustiner-Chorherren von St. Bernhard.

fällt in die Zeit des Bischofs Boso II. von Granges und den Anfang des Episcopates Bischof Heinrichs I. von Raron. Falco begegnete uns als Propst zum ersten Mal am 3. Dezember 1240 bei Anlass einer Schenkung an das Hospiz seitens des Ritters Peter von Saxon[1]).

Um die Mitte des 13. Jahrhunderts hatte das Hospiz einen neuen Aufschwung genommen nach einer Epoche des tiefsten Verfalles. Ganz besonders hatten sich die Mönche der Gunst der Grafen von Savoyen zu erfreuen. Letztere, welche zugleich Schirmherren der Abtei Saint-Maurice waren, nahmen am 9. Oktober 1242 von Aosta aus das Hospiz sammt allen im Wallis und Aostathale gelegenen Besitzungen unter ihren Schutz (« . . sub clipeo nostre protectionis et defensionis recipimus et presidium nostrum pariter et subsidium eiusdem impendere promittimus etc.»[2]). «Pauperum refrigerium et summi regis palatium» nennt der Graf in derselben Urkunde das Gotteshaus von St. Bernhard.

Propst Falco regierte noch längere Zeit. Am 2. Juli 1244 (sabbato post octavas nativitatis beati Johannis Baptiste) wird seiner Erwähnung gethan[3]); gleicherweise in einer Urkunde vom 14. Januar 1246). Am 7. Juli 1248 wird der «vir religiosus F. prepositus Montis Jovis» in einer Streitsache genannt, die er mit der Wittwe Burkard Warins hatte. An diesem Tage beauftragte Bischof Heinrich I. von Sitten den Abt Nantelmus von St.-Maurice (1223—1258) mit einer neuen Zeugeneinvernahme[4]). Einige Jahre später, 1250, geriet Falco selbst in Streit mit Bischof Heinrich wegen der Besetzung der innerhalb der Diöcese Sitten gelegenen, vom Hospiz von St. Bernhard abhängigen Pfründen. Die Sache ward einem Schiedsgericht unterbreitet, das am 17. Oktober 1250 den Spruch ergehen liess[5]). Nach diesem Jahre wird Propst Falco nicht mehr genannt. Sein Ausgang ist dunkel. Mülinen citirt ihn noch zum Jahre 1255, wofür jedoch keine Bestätigung vorliegt.

Uebereinstimmend führen die älteren Listen als Nachfolger Falco's einen Propst Girold de la Sale an[7]). Doch muss dessen Existenz in Frage gestellt werden, und falls ein Propst dieses Namens wirklich dem Hospiz vorgestanden ist, so war dies 1265 nicht mehr der Fall, geschweige denn 1269, wie Mülinen und Burgener berichten. Nach der Angabe des letztern, der sich offenbar auf de Loges stützt, soll Girold in einer Urkunde, den Zehnten von Courmayeur (im Aostathal) betreffend, 1253 zum ersten Mal als Propst vorkommen. Eine hierauf bezügliche Urkunde konnten wir nicht finden, und ebensowenig nennt eine Urk. vom 23. August 1253, die gleichfalls das

---

[1]) M. D. R. XXIX pag. 533.

[2]) M. D. R. XXIX, pg. 534.

[3]) Urk. dat. Troyes, 2. Juli 1244 (a. a. O. pg. 535.)

[4]) A. a. O. pg. 537/538.

[5]) A. a. O. pg. 539. Die Urk. ist zu Sitten ausgestellt.

[6]) Urk. No. 530 a. a. O. pg. 423—426. — Leu, Lex. I pg. 251 macht aus Propst Falco, einen Fralus, den er zum Jahre 1240 anführt; Furrer II pg. 315 aus Fralus einen Tralus, und Besson, Mémoires pour l'histoire ecclésiastique des diocès de Genève, Tarentaise etc. pg. 275 endlich nennt ihn Fallus!

[7]) Cf. Holzhalb I pag. 216; de Loges pg. 193; Mülinen pg. 151 und Burgener pg. 296 (Nr. 17.)

Hospiz zu St. Bernhard betrifft, seinen Namen[1]). Im Weiteren lässt Burgener den Propst Girold im August 1265 an den Grafen Peter II. von Savoyen das Patronatsrecht der Kirche Saint-Loup bei Versoix abtreten, wofür er seinem Gotteshaus den Patronat von Saint-Livre erwarb[6]). Letzteres ist wirklich der Fall; aber auffallenderweise hat der Verfasser «des heil. Bernhard» übersehen, dass die bezügliche Urkunde beginnt mit den Worten «Nos frater *Petrus prepositus Montis Jovis.*» Von einem Propst Girold kann daher um diese Zeit keine Rede mehr sein. Dass zum Mindesten seit 1265 Peter III. an der Spitze des Hospiz zu St. Bernhard stand, ergibt sich endlich noch aus einer Urkunde vom Mai 1269, welche Burgener auch für seinen Propst Girold angerufen hat. Wahrscheinlich lag ihm hiefür nur das Regest No. 1738 in M. D. R. XIX, pg. 365 vor, wo der Name eines Propstes nicht erwähnt ist. Aus der von Gremaud herausgegebenen Urkunde Nr. 752 (M. D. R. XXX pg. 145 ff.) wird ersichtlich, dass Peter III. im Jahre 1269 mit dem Bischof von Lausanne in Konflikt gerathen war[3]).

Sind wir bei dem Mangel von Urkunden nicht im Stande, die Person Girolds de la Sale aus der Propstliste ganz zu streichen, so dürfen wir dessen Existenz nach all' dem vorgenannten doch bezweifeln, und zum mindesten dessen Regierung auf einen engern Zeitraum beschränken, als man bisher annahm.

Propst *Peter III.* fehlt in den frühern Verzeichnissen ganz. Leider wird sein Name nicht mehr genannt, so dass sich sein ferneres Wirken unserer Kenntniss entzieht.

In der Propstliste von Mülinen und den Uebrigen folgt nun ein Propst Martin zum Jahre 1280. Die von Gremaud publizirten Urkunden ermöglichen auch hier einige Ergänzungen.

Der nächste bekannte Vorsteher zu St. Bernhard heisst wirklich Martin, und erscheint zweimal urkundlich genannt, nämlich im September und Oktober 1276[4]). Dem Gotteshaus stand *Martin I.* nicht lange vor, denn bereits am 28. März 1280 wird ein Propst *Marcus* in einem Streite, den die Chorherren mit Peter Quartéry, Bürger zu Saint-Maurice, hatten, genannt[5]). Auch von diesem wissen wir nichts weiter, da er nur dieses eine Mal erscheint. Beide Namen fehlen in den früheren Listen. Burgener hat daher verschiedene Begebenheiten mit dem Namen des Propstes Martin II. verbunden, die in die Regierungszeit Martins I. und Marcus' fallen[6]).

---

[1]) Die von Burgener a. a. O. citirte Urk. vom 24. Juli 1263 lag uns nur als Regest vor, cf. M. D. R. XIX pg. 338 Nr. 1610 und Wurstemberger, Peter der Zweite Bd. IV. pg. 308 Urk. Nr. 613a u. 614.

[2]) M. D. R. XXX pg. 103 « . . . in ecclesia Sancti Lupi iuxta Versoyam in diocesi Gebennensi» und « . . in ecclesia Sancti Liberi diocesis Lausanensis.»

[3]) Der Streit drehte sich um die in der Diöcese Lausanne gelegenen, von St. Bernhard ababhängigen Pfarrkirchen. — Auf die von Burgener noch citirte Urk. v. 23. August 1267 brauchen wir nicht mehr näher einzutreten, da seine Behauptung durch die Urk. von 1265 und 1269 bereits widerlegt ist. Cf. übrigens M. D. G. VII. pg. 310 und Wurstemberger a. a. O. IV pg. 413 (Nr. 737.)

[4]) M. D. R. XXX. pg. 250 und 253 (Nr. 843 und 844.)

[5]) A. a. O. pag. 285 «venerabils vir et discretus dominus Marcus prepositus domus et ecclesie Montis Jovis.»

[6]) A. a. O. pg. 297 und M. D. R. XVIII pg. 445.

Martin II. war am 28. August 1290 Propst zu St. Bernhard[1]). Wann er diese Würde erhielt, bleibt unsicher. Daher müssen wir auch die Frage dahingestellt sein lassen, ob Papst Honorius IV. im Jahre 1286 ihm oder seinem Vorgänger Marcus die Bestätigungsbulle für das Hospiz gegeben hat[2]). Martin II. war ein Zeitgenosse des Bischofs Bonifacius von Challant (1290—1308), während dessen Regierung das Ober-Wallis von heftigen Kämpfen zwischen dem fehdelustigen Adel einerseits, dem Bischof und den Landleuten anderseits erfüllt war. Das Stift auf dem Bernhardsberg scheint aber damals so wenig als zur Zeit Heinrichs von Raron hievon betroffen worden zu sein. Martin stand demselben noch längere Zeit vor. So wird uns sein Name in einer Urkunde vom Mai 1294 genannt, bei welcher Gelegenheit auch «Willincus de Ayent, rector domus Montis Jovis Seduni» erscheint[3]). Am 23. Dezember 1299 schloss Martin II. zu Vevey einen Kauf für sein Gotteshaus ab[4]). In dieser Urkunde wird seiner zum letzten Mal gedacht; aber sicher blieb er noch geraume Zeit an der Spitze des Hauses. Ohne Zweifel hat er am 20. September 1301 auch von Graf Amedeus V. von Savoyen eine Erneuerungsurkunde, das Schutzverhältniss vom Jahre 1242 betreffend, erhalten[5]). Propst Martin II. muss Ende 1301 oder in der ersten Hälfte des Jahres 1302 gestorben sein; denn am 14. August hatte bereits eine Neuwahl stattgefunden, und die Chorherren suchten an diesem Tage bei Bischof Bonifacius von Sitten um die Bestätigung des gewählten Propstes *Johann de Duyn* nach[6]). Dieser ist der erste, dessen vollständiger Name urkundlich überliefert ist. 1302 schloss Johann einen Kaufvertrag mit dem Freiherrn Peter (IV.) von Turn, Herrn zu Gestelen, ab[7]). Weiter nennt ihn eine Urkunde vom 26. April 1307[8]).

Als sich am 16. Dezember 1308 Graf Amedeus V. von Savoyen und Bischof Aimon II. von Sitten nach altem Brauche an den Ufern der Morge gegenseitig den Huldigungseid leisteten[9]), war auch Propst Johann von Duyn zugegen[10]). Im folgenden Jahre, 1309, erscheint Johann sodann als Schiedsrichter zu Genf, in einem Streite, der zwischen dem dortigen Bischof und den Bürgern ausgebrochen war[11]). In der Folgezeit erscheint er nicht mehr in Urkunden, so dass uns nicht bekannt ist, wie lange er dem Gotteshause vorstand, noch, wann er gestorben ist. Dagegen wird dieses Propstes in einer spätern Urkunde nochmals Erwähnung gethan, woraus hervorgeht, dass er seinem Gotteshaus Güter und Rechte in den Pfarreien Lugrin, Mutignier, Thollons und

---

[1]) A. a. O. pg. 395 und 396. Martin II. urkundet an diesem Tage zwei Mal und nennt sich stets «humilis prepositus Montis Jovis».

[2]) Urk. Dat. Rom, 11. Juni 1286 (a. a. O. pg. 347 ff.)

[3]) Urk. Nr. 1050 a. a. O. pag. 456.

[4]) Urk. Nr. 1135 a. a. O. pag. 544.

[5]) Cf. M. D. R. XXXI. pg. 26. Die Urk. von 1301 ist mit derjenigen, die Falco am 9. Oktober 1242 für das Hospiz erhielt, übereinstimmend.

[6]) A. a. O. pg. 46.

[7]) Cf. a. O. pg. 62. Von diesem Vertrage existirt nur noch eine Kopie.

[8]) A. a. O. pg. 135.

[9]) Bischof Bonifacius war am 18. Juni 1308 gest. (vgl. M. D. R. XXXI, pg. 161).

[10]) A. a. O. pg. 169.

[11]) Urk. vom 21.—24. Febr. 1309 in M. D. G. IX, pg. 162.

Brenez erwarb[1]). Freilich über den Zeitpunkt hievon werden wir nicht unterrichtet[2]). Mülinen und Burgener führen Johann de Duyn noch zum Jahre 1311 an. In diesem Falle hätte Papst Clemens V. ihm die früheren Privilegien für sein Stift bestätigt. (cf. Mémoires et documents etc. XXXIII pg. 329 (Nr. 2128) und pg. 456 ff. (Nr. 2184. 2185. 2186.) Urk. vom 3. Juli 1310.) Bei dem vollständigen Mangel von Dokumenten aus dieser Zeit müssen wir diese Fragen dahingestellt sein lassen.

Als Nachfolger Johanns von Duyn nennen die älteren Listen einen Propst Wilhelm Perletti aus Thoura[3]). Dieser soll im Jahre 1321 zum ersten Mal urkundlich vorkommen. Leider werden mit Beginn des 14. Jahrhunderts die das Hospiz zu St. Bernhard betreffenden Dokumente immer spärlicher, so dass wir über die folgenden Pröpste nur dürftige Notizen erhalten. Hauptsächlich ist es die grosse Feuersbrunst des Jahres 1555, der ein grosser Theil der im Archiv des Gotteshauses aufbewahrten Urkunden zum Opfer gefallen ist[4]).

Vom Jahr 1309 bis 1323 wird nirgends ein Propst mit Namen aufgeführt. Erst die schon oben citirte Urkunde vom 8. Februar 1324 nennt uns den «religiosus vir, dominus Guillelmus prepositus Montis Jovis.» Derselbe erlangte damals die Anerkennung der hohen Gerichtsbarkeit über die dem Hospiz zu Lugrin, Thollons etc. gehörigen Leute seitens Graf Eduards von Savoyen, dem Sohne Amedeus' V.[5]) Wahrscheinlich ist dieser Propst *Wilhelm II.* identisch mit dem am 17. August 1334 erscheinenden «Guillermus Pleoleti prepositus domus pauperum Montisiovis». Wilhelm II. schloss an diesem Tage eine Uebereinkunft mit dem Bischof von Sitten, wodurch die Stellung des Hospiz der Kirche zu Sitten gegenüber geregelt wurde[6].) Zwei Jahre später, am 12. Mai 1336 leistete Wilhelm Pioleti, wie ihn die betreffende Urkunde nennt, dem Bischof Aimon III. von Turn auf Schloss Tourbillon den Obödienzeid[7].) Nach 1336 ist sein Vorkommen nicht mehr verbürgt. In den früheren Verzeichnissen herrscht über diesen Propst etwelche Verwirrung. De Loges und Mülinen erwähnen Wilhelm II. Perleti (Perreti) nur bis zum Jahr 1324; Burgener bis 1334. Ihm lassen sie dann 1336 einen Propst Wilhelm III. Rudolf von Billens oder Pis folgen.[8]) Dessen Nachfolger soll Wilhelm IV. von Pisy gewesen sein.[9]) De Loges pg. 203 suchte die drei Pröpste Wilhelm auf zwei zu reduziren, indem er Wilhelm Rudolf de Pis für identisch

[1]) Urk. dat. Chillon, 8. Febr. 1324 (M. D. R. XXXIII pg. 470 ff. Die genannten Dörfer liegen im heutigen Chablais.

[2]) « . . bone memorie dominus Johannes de Dugnyer olim prepositus dicte domus.»

[3]) So Mülinen a. a. O. — Burgener pg. 299; de Loges pg. 202. Holzhalb nennt diesen Propst Wilhelm von Thorac; Furrer II pg. 315 ebenso.

[4]) Ausserdem wurden viele Dokumente im Jahre 1752 verschleppt, als der König von Sardinien sich der in seinen Landen gelegenen Besitzungen des Stiftes bemächtigte. (Vgl. Le Conservateur suisse. T. V. 1814. pg. 254.)

[5]) M. D. R. XXXIII pg. 470 ff. — Amedeus V. von Savoyen war am 16. September 1323 gestorben.

[6]) A. a. O. XXXII pg. 73 ff.

[7]) A. a. O. XXXII pg. 100.

[8]) De Loges pg. 203.

[9]) Burgener pg. 299 Nr. 23 setzt diesen Propst schon in das Jahr 1337; Mülinen dagegen erst in die 60. und 70. Jahre des 14. Jahrhunderts.

mit Wilhelm Rudolf de Billens erklärte.[1]) In der That handelt es sich hier nur um zwei Pröpste. Freilich gibt uns die oben angeführte Urkunde vom 12. Mai 1336 eine etwas andere Vereinfachung, indem Wilhelm (III.) von Billens mit Wilhelm II. Pioleti zusammenfällt, so dass dessen Nachfolger Wilhelm von Pisy nun die Nummer III statt IV erhält. Wie lange Wilhelm II. dem Hospiz noch vorstand, entzieht sich unserer Kenntniss, aber ebenso auch, wann *Wilhelm III.* die Leitung desselben übernahm. (Cf. noch die Urk. Nr. 1930 und 1964 in M. D. R. XXXII pg. 483 und pg. 533, sowie sowie 2129 ebendas. XXXIII pg. 331.)

Aus den angeführten Notizen ergibt sich nun für die Pröpste der Augustiner-Chorherren des Hospiz zu St. Bernhard folgende Zusammenstellung[2]):

Ulrich	1165. 1167. 1168. 1172.
Wilhelm I.	1177.
Peter I.	1183. 1190. 1199. 1206[3].)
Arducius	1215.
Guido	1221. 1224.
Peter II.	1225. 1229.
Falco	1240. 1242. 1244. 1246. 1248. 1250.
[Girold	1253 (?)]
Peter III.	1265. 1269.
Martin I.	1276.
Marcus	1280.
Martin II.	1290. 1294. 1299.
Johann I. von Duyn	1302. 1307. 1308. 1309.
Wilhelm II Pleoleti. od. Pioleti	1324. 1334, 1336.

Zürich, Mai 1891.

Rob. Hoppeler.

53. Beziehungen zwischen den Klöstern Interlachen und Goldbach.

Jene im 15. Jahrhundert von dem wandernden Chronisten Sigmund Meisterlin geschriebenen Notizen zur Geschichte von Murbach, die wir nach der Copie des Generals zur Lauben im Auszuge früher mittheilten, enthalten auch ein Capitel über die Beziehungen zwischen den Klöstern Interlachen und Goldbach, das ein düsteres Bild von dem Zerfalle der klösterlichen Zucht entrollt. Nur an einigen Stellen, wo ein Irrthum fast von selbst

[1]) «à cause qu'il portait deux noms, on a eu tort d'en faire deux personnes.» (de Loges pg. 203 Anm. a.)

[2]) Mit Beifügung des Jahres, wo ein Propst urkundlich erscheint.

[3]) Peter I. erscheint 1191 in einem Streite mit der Kirche von Genf wegen einer Reihe von Pfründen. Cf. M. D. R. XXIX pg. 128.

ausgeschlossen ist, haben wir in (..) die fehlenden Worte ergänzt. Auffassung und Darstellung der allgemeinen Verhältnisse legen uns die Vermuthung nahe, Meisterlin sei auch der Autor der Descriptio Alsacie, die in der Stuttgarter Handschrift den Anhang zu den Annales Colmarienses bildet[1]).

Wir entnehmen dem Berichte, dass schon im Jahre 1273 die Propstei Interlachen 60 Chorherrn zählte, das Frauenkloster aber 300 Conventualinnen; während die Zahl der Chorherrn bis 1310 auf 30 Priester und 20 Conversbrüder zurückging, stieg diejenige der Nonnen auf 350.

Das im Jahre 1175 von dem Priester Bernher gegründete Augustinerkloster Goldbach im Thal S. Amarin im Elsass wurde 1566 dem Stifte Marbach überlassen. In den Annalen der Dominikaner von Colmar lesen wir zum Jahre 1273 über die in der Murbacher Handschrift erzählten Vorfälle einfach:

Prepositus de Goldpach deponitur.

Der Abt von Murbach, welcher für die Nonnen von Goldbach eintrat, war Berchtold von Steinbrunn.

Die von den Maurinern benutzte Handschrift scheint defect oder schwer lesbar gewesen zu sein, ähnlich wie diejenige, welche die übrigen Nachrichten über Murbach enthielt. Von der letztern befindet sich übrigens eine von Sigmund Meisterlin herrührende Original-Handschrift in Colmar (Cod. Nr. 45[2]), die höchst wahrscheinlich auch die nachfolgende Relation enthalten dürfte, die nach den Aufzeichnungen der Mauriner die Blätter 7—9 jener Murbacher-Handschrift ausfüllte.

Anno domini M. CC. LXXIII. facinus nephandum in Goltpach, claustro sancti Augustini, novimus accidisse. Congregatae siquidem in illo claustro fuerunt nobiles juvencule sicut pene in omnibus claustris sancti Benedicti et sancti Augustini et in claustris, quae se canonicas asserebant et in eis quae se liberas et immediate pape subesse asserationibus aut privilegiis affirmabant. Hec pene omnes non intuitu dei claustris fuerunt deputatae, sed ut fratres sororesque earum in seculo permanere possent liberius vanitatibus seculi deservire. Hec quidem quae ad claustra pro deo non voverunt, deo in eisdem servire minime voluerunt . . . . prebendas ubique parvas deservire se frequentacione chori et cantibus . . . . propriumque habebant, sed ad obediendum deo nulla voluit aretari, unde et in castitate manere paucissime voluerunt. Prepositi et priores harum dominarum vanitatibus seculi servierunt, unde . . . . et domine sequentes patres . . . . . etiamsi voluissent servire domino minime potuissent. Caste tamen plurime fuerunt non propter dominum, sed quia milites, clericos aut nobiles habere non commode potuerunt, cum rusticis vel servis delinquere se recusabant, quia hoc facere ignominiam maximam reputabant. Vestem nigram et lineam et nigram quam superpelliceum vocabant deferre desuper tenebantur; pallio magno et nigro in choro et in aliis locis . . . . utebantur, peplum pariter . . . et velum magnum . . . . . et filo magno deferre debuissent. Sed his postpositis vestibus dominarum secularium sepius . . . . . utebantur in peplis . . . et ornatu capitis communis et frequentius excedebant. His igitur dominabus

[1]) Mon. German. Script. T. XVII. — Gerard et Liblin: Les Annales et la Chronique des Dominicains de Colmar. Colmar, 1854, 214 ff. 240.

[2]) Vgl. darüber Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst. Trier, 1885, IV, p. 302 ff.

de Goltpach praepositum earum novimus dominum de medio sustulisse. Communi ergo consilio initio ad prepositum et conventum Inter lacum, situm . . (ad) sinistram (ripam fluvii), rogantes supliciter et devote, quatenus intuitu dei pariterque juste dignaretur ipsis praepositum destinare, qui loco scilicet et dominabus (preesse) vellet, posset honeste et debite dominari. Usque ad illud tempus domine praedictae de loco Inter Lacum si . . . . (necesse erat) prepositos postularunt eo quod in illo loco religio magna vigeret . . . . . et sexaginta canonici et plusquam trecente moniales in arcta custodia domino religiose deservierunt . . . . Prepositus vero Inter Lacum eis . . . . . cum consilio quorundam dominabus de Goltpach unum ex canonicis transmisit, cuius presentia et utilitate potius carere voluit, quam inter suos canonicos cum suis defectibus eum sustinere. Prepositus predictus in Goltpach veniens conversos . . . . proprietarios concubinarios inobedientes invenit; canonicas vero preter . . . nomen religionis irreligiosissime vixisse reperit, ut conversos et moniales ad (vitam religiosam reduceret, studuit) sed ipse viribus quibus poterant se in omnibus opponebant. — Prepositus conversos inobedientes armata manu de monasterio projecit, quosdam vero carceri deputat. Moniales ad abbatem Morbacensem transmiserunt, vindictam de illata sibi injuria de preposito peciere. Abbas autem Morbacensis ad Goltpach veniens prepositum in quantum potuit induxit, ut moniales permitteret in suis consuetudinibus manere, que arctiorem regulam observare minime denoverunt. Prepositus acquiescere rationibus et precibus abbatis noluit, sed dixit, eas oportere regule sancti Augustini austeritatem per omnia sustinere.

Abbas indignatus preposito eo quod precibus ejus acquiescere noluisset dixit preposito quod (nichil) juris in claustro posset habere, eo quod ipse cum suis antecessoribus omnem jurisdictionem in spiritualibus et temporalibus diutissime possedissent; post longas igitur altricaciones abbas prepositum de Goltpach recedere coegit . . . . . in episcopatu . . . . . precibus poterat obtinere post longum . . . . tempus est consilio honestorum militum; devictus abbas prepositum constituit tali condicione, quod per concilium predicatorum pariter . . . . . et minorum bene . . . . et honeste et debite providens. Hanc igitur constitutionem . . . . . observare studuit. Sed postquam confirmatus in prepositura, credidit concilium ipsorum et in modicis convenit observare . . . Prepositus hic moniales suas diligentissime custodivit, non enim voluit, quod aliqua mulieri vel viro loqueretur, nisi . . . presens esset, vel due quas ad hoc officium deputaverat, quae voluntatem suam in omnibus observabant. Unde dicebatur, quod moniales in tota terra in sanctitate non possent eis similes inveniri, secreta confessionum suarum preter quam sibi non poterant alienis in magnis vel minimis . . . . aperire; que sibi confiteri nolebant, has sine confessione et viatico decedere sustinebat. Victum et vestitum et alia necessaria ministrabat . . . . secundum cenobii facultates. Nullus virorum vel mulierum claustrum ingrediebatur, nisi necessitate maxima perurgente; per portam pluribus seris clausam et altam scalam vix et cum labore poterat intrare . . . . . qui licentiam intrandi poterat obtinere. Hostium autem principale prepositus habebat, cuius clavem semper in suo cingulo deferebat. Cameram cum stupa in claustro sibi specialem fecerat, in qua sua conventicula celebrabat. In hac supradicta camera solus cum sola frequentius existebat, in eadem cum sibi dilectis lautissime commedebat et sustinentes voluntarie . . . . que vero voluntatem suam facere

recusabant, has minis flagellis, depilacionibus, percussionibus afflixit, donec voluntarie suam videbantur facere voluntatem. Quasdam juvenculas nudas coram se stare fecit, ut saltem visu earum animam suam libere faciaret. Impregnatas, ut abortum facerent potionibus afflixit, et per hoc partus plurimos impedivit, inpregnatas autem docuit medicinas quasdam sumere, per quas poterat conceptio retardari. Post plures autem annos quaedam ex monialibus per ipsum masculum peperit ipsumque (patrem) nominavit; haec eadem post tres septimanas sui partus cum sex honestis sororibus asportavit et quibus poterat versutias prepositi revelavit. Nequitias is plures noscitur perpetrasse et plurima de ipso dicebantur, que me propter prolixitatem teduit enarrare. Ab abbate igitur Morbacensi hic prepositus turpiter expellitur ab episcopatu et ab ipso Basiliensi praepositus eis mittitur providus et honestus.

Dictamen domini Wilhelmi monachi Morbacensis de vita et vituperio domini Heinrici prepositi de Goltpach.

Frater Heinricus . . . . . homo iniquus, superbus, parcus et avarus . . . . . omni ratione iracundus, plusquam aliquis hominum luxoriosus, heu, heu, heu aliquando in Goltpach prepositus per eum et . . . . . locus infamatus, destructus et confusus, si vultis audire quomodo et quare . . . . narrare. Thesaurum ecclesie dissipavit, quam plures res ecclesie funditus vendidit, aliquabus possessionibus ad vitam aliquorum hominum ecclesiam privavit, precarias fecit ter quinas sponsas Christi, quas ipse propria manu velaverat, suo iniquo corpore violavit, innundavit pueros, quos ille conceperant, ipse morti tradi procuravit et alia plurima mala fecit.

Luzern. *Dr. Th. v. Liebenau.*

---

54. Burgundische Anträge an einer unbekannten Tagsatzung zu Zürich im Oktober 1477.

I.

Auf der Kgl. Bibliothek in Stuttgart findet sich ein Sammelband, cod. poet. et philol. 4. N. 47, der vorwiegend humanistische Schriften enthält, aber auch historische, welche die Schweiz betreffen: eine Abschrift von Bonstettens Burgunderkriegen, sowie einen Traktat über die burgundischen Friedensunterhandlungen an einer Tagsatzung zu Zürich und ein Gesuch an den Kaiser.

Der Codex ist von Papier und besteht aus 227 Blättern; er stammt aus dem Kloster Zwiefalten[1]) und enthält folgende Stücke, die sämmtliche von verschiedenen Händen geschrieben sind:

1. Francisci Flori Florentini de amore Camilli et Emilie Aretinorum ad Guilerinum Tardinum. Am Schlusse heisst es: Francisci Florii Florentini de duobus amantibus foeliciter expletus est Turonis editus in domo domini Guillerini archiepiscopi Turonensis pridie Kal. Januarii anno dni. 1467. Fol. 2—48.

[1]) Gütige Mittheilung des Bibliothekars Herrn Prof. Dr. A. Winterlin in Stuttgart.

2. Somnium comedie electionis Const. reverendiss. patris dni. dni. Ottonis de Sonnenberg electi . . per Ulricum Molitorem de Constancia decretorum doctorem habitum (Verhandlungen in Form eines Prozesses). Am Schlusse: Datum Constantie per me Ulricum Molitorem doctorem advocatumque curie ejusdem a° dni. 1475 die sexto mensis Februarii (6 Blätter sind herausgeschnitten). Fol. 51—91.
3. Docto et eloquenti viro Nicolao de Wile cancellario magnifici et prepotentis dni. dni. Ulrici comitis in Wirtenberg amico suo suavissimo Albertus de Bonstetten decanus loci Heremitarum s. p. d. [1])

Am Schlusse: Ex Heremitis quinto Idus Junii anno dni. 1470. Fol. 92—101.

4. Incipit prologus Germanica in prelia Karoli quondam Burgundie ducis et in finem ejus. [2])

Am Schlusse: Ex loco Heremitarum XII. Kls. Apprilis anno dni. 1477 ° regnante Friderico Romanorum imperatore ac semper augusto et Austrie duce serenissimo imperii ejus vigesimo sexto anno. Fol. 103—118.

5. Noch auf Fol. 118b unten steht: Jacobus Bodmarius, Lindoiensis complacere cupiens votis eximii dni Conradi Gremlich canonici ecclesie Const. hec carmina sequencia proprio rescripsit cyrographo anno 1501 ipso die Iduum Martis, indictione vero quinta. Dann folgen Gedichte auf Fol. 119—120.
6. Venerabili ac nobili viro domino. Conrado Gremlich cathedr. ecclesie Const. canonico nedum corporis ac ingenii integritate verum et progeniei claritate dignissimo Jacobus Engelin juris pontificii interpretum minimus sacratissimarum legum tiro sal. d. pl. (Interessant durch Schilderungen, welche einen Einblick in die Gebräuche und Umgangsformen jener Zeit gewähren.)

Am Schlusse: Scriptum et compositum extitit 3. Non. Maj. anno 1478. Fol. 122—148.

7. Posita in dieta Thuricensi p. d. oratores Burgundos coram dominis confederatis illic congregatis. Am Schlusse . . . vellet dominatio vestra hanc cedulam magnam summam continere . . . Bricht ab ohne Schluss und Datum, das folgende Blatt ist leer. Fol. 149—154.
8. Garini Veronensis de differentia veri amici et adulatoris. Am Schlusse die Jahrzahl 1478. Fol. 156—183a.
9. Ingenuo ac perquam docto viro Conrado Gremlich canonico ecclesie Constant. Udalricus Piguardus cognomento Zäsi Const. s. p. d. Ohne Datum. Fol. 183b.

Dann folgen allerlei Notizen von verschiedenen Händen. Fol. 184—188a.

10. Incipit dialogus super libertate ecclesiastica inter Hugonem decanum et Oliuerium Burgundium et Kathonem decanum secretarium interlocutiones thenentem. Am Schlusse die Jahrzahl 1477 mensis Junii die 14.

---

[1]) Es ist die unter dem Titel „Verbannung der Gerechtigkeit u. der übrigen Tugenden" bekannte, ungedruckte Schrift. Vergl. meine Abhandlung: Albrecht von Bonstetten. Frauenfeld 1889. Seite 53.

[2]) Abgedruckt im Archiv f. Schweiz. Gesch. XIII, 281—316, nach einer andern, mit dieser aber wesentlich übereinstimmenden Handschrift.

11. Rev^mo in Christo patri illustrique principi Adolfo archiepiscopo Magunt. sacri Romani imperii . . archicancellario etc. Am Schlusse: Ex castris contra Nussiam primo Novembris anno 1474.

Unterschrift: Karolus d. gr. dux Burgundie Lothoringie[1]) etc. F. 219—221 a.

12. Joannis Spigelii Maurmonasteriensis epigramma ad insignem et illustrem virum Conradum Gremlich Const. canonicum musisque deditissimum patronum. Die letzten Zeilen sind griechisch. Datum fehlt. Fol. 221 b.

Von diesen zwölf eingetragenen Schriften sind neun datirt, drei dagegen tragen keine Zeitangabe. Die früheste Jahrzahl ist 1467, die späteste 1501. Trotz der verschiedenen Hände, welche diese Stücke nacheinander eingetragen haben, gehören sie nach den Schriftzügen alle dem Ende des XV. oder Anfang des XVI. Jahrh. an. Die Stücke sind nicht chronologisch eingeordnet, sondern vermuthlich in der Reihenfolge, wie sie den fleissigen Abschreibern in Zwiefalten in die Hand kommen mochten. Die unter N. 5 genannten Gedichte scheinen mir eingeschoben worden zu sein, als das Folgende schon eingetragen war. Jedenfalls dürfte nichts später als 1501 geschrieben sein.

Die unter N. 7 angeführte Schrift lautet folgendermassen:

II.

Posita in dieta Thuricensi p. d. oratores Burgundos coram dominis confederatis illic congregatis.

Illustres potentes bello armisque invicti, quos recta vivendi ratione superavit nemo! Si lux ulla unquam claruerit, in qua pietatem, justiciam et equitatem coluistis, ejus vos precamur, rogamus atque obsecramus esse in praesenciarum memores. Fortune nostre non sunt incognite vobis neque ignoratis, quantum florentissime rei publice vestre afficiamur, cujus prosperitas maxime ad nos pertinet, quum illa sospite de nostra salute abunde confidimus.

Pacem, unionem benivolenciamque vestram perpetuam pectore desideramus, quam eciam diva ducissa nostra non minus appetit. Sed utinam vobis spectata satis ejus mens esset! Repetite memoria, quesumus, quanta fuerit optimi ducis nostri Philippi affectio erga vos et quonam pacto vobiscum vixerimus, quamdiu fuistis veteribus bellis implicati.

De illis autem, que proximis superioribus annis (proh dolor) acciderunt, nihil attinet dicere, quam quod omni culpa caruerimus et semper doluimus illorum temporum conditionum adeo, ut nullum unquam hostilem animum adversus vos gesserimus. Sed quam primum vestram pristinam amicitiam interpellavimus vehementer nec prius cessabimus, quam super conventione in hoc insigni opido celebranda conclusum esset.

Nos itaque parati advenimus de pacis condicione tractaturi et profecto plures alii ex nostre provincie primatibus atque optimatibus huc nobiscum advenissent, si vestras treugas[2]) regnicole observarent. Sumus tamen ampla et libera potestate suffulti et quidquid per nos vobiscum transactum fuerit, firmum ratumque manebit.

---

[1]) Ein Regest dieses Schreibens bei Höhlbaum. Mittheilungen aus dem Stadtarchiv von Köln III (1886) Heft 8, S. 11, nach einer gleichzeitigen Copie.

[2]) Der Waffenstillstand zwischen Burgund und den Eidgenossen wurde wiederholt erneuert bis zum 5. Oktober 1477. Eidg. Absch. II, 680, 684, 691.

Non consuevistis, viri illustres, justas peticiones refellere; sed quid hac nostra peticione justius, quid melius, quid beatius reperitur? Pacem quidem petimus, quam immortalis ipse deus e celo dimisit in terras; petimus et pacis sororem, scilicet justiciam, ut tum justissimi et equissimi sitis. De ipsa pace justissime et equissime decernatis. Verum utcunque sors de nostro hoc desiderio statuerit, dum montibus umbrae instabunt, dumque Burgundia vestris finibus herebit, semper vos nomenque vestrum amabimus, colemus et venerabimur.

Quis ergo deinceps conabitur in prælia armare unanimes? esset equid monstrum et portentum, si ubi vos tanta devocione prosequimur, non flecteret animos ad benivolenciam et ad reginam virtutum, caritatem.

Non sumus Arabes aut Indi, sed sumus intestini vicini vestri amici vetteres et benevoli, quibus a superis datum est vobiscum bene ac beate vixisse tot annos quam vestra et nostra commercia ad invicem conveniunt mirifice. Pronoscite igitur, quid sit factu optimum et quantum amoris et fidei Burgundus populus secum vehat, qui vestro inclito nomini nec metas rerum nec tempora ponit. Erunt enim nobis de vestris commodis procurandis studia cure et solitudines et ubi vobis morem gerere quibuscunque in rebus valebimus, non prius conquiescemus quam fuerit vestrae expectationi satisfactum.

Verum quod sapientissime ac consultissime cavere voluistis, ne vos et nos huc in vanum conveniremus, treugas inivistis equissimas, in quibus comprehendistis Gallos regnicolas, hostes nostros. Hinc sumpta occasione visum fuit honestum vobis auxiliares copias, quas vestris ex dominiis collegeramus, revocare, quum existimabatis hostes ipsos interim a populatione et invasione quieturos. Laudanda sane vestra fuit sententia, si eam illi non irritam fecissent. Nam posteaquam intellexerunt erepta auxilia nobis, vestrum contempserunt beneficium luseruntque beneficium. Quid dicimus, quod de hostibus actum erat! Si licuisset nobis, eorum opera utique revocati fuerunt. At nunc, dum longe absumus, verisimile est hostes quecumque contra phas piumque conari, quare, ne pacis conclusiones infructuose reddantur, opere precium est, ut mox sic curetis providere, quod hostes ea sequantur, que de treugis statuistis, hoc est, ut tam diu arma utrobique quiescant, quamdiu apud nos pro tractanda pace fuerimus occupati.

Subsequentes articuli propositi fuerunt post primam responsionem confederatorum et fundantur super recessum factum in Lucerna [1]).

Si justum est veritatem fateri, viri illustres potentes atque invictissimi, superioris belli origo et quidquid inde secutum est, mirum in modum displicuit illustrissime ducisse nostre et subditis suis universis. Unum tamen nos recreat reficitque plurimum, quod bella sepius non solum vetteres amicitias renovarunt augeruntque (!) sed etiam novas pepererunt, quum amancium ire am reiorisntegracio est.

Novissime mense Januario [2]) Burgundi oratores vos in Novo Castro convenerunt et Burgundiam maximopere cupere amicitiam vestram dixerunt. Vos autem vestra pro humanitate bono et grato animo verba suscepistis oratorum et mox desiderio libenter

[1]) Am 27. Mai 1477. Eidg. Absch. II, 680. Vgl. auch Maag, die Freigrafschaft Burgund. Zürich 1891. S. 15.

[2]) Am 30. Jan. Absch. II, 646.

annuistis. Sed pro belli interesse milia centum flor. petebatis, super quo electa fuit dies ad dominicam Reminiscere[1]). Cui satisfecissemus egregie, nisi regii capitanei acerbe prohibuissent. Curavimus tamen innocentiam nostram purgare et aliam diem obtinere venitque ad Kalendas Majas, quo tempore nostri oratores in Novo Castro iterum comparuerunt. Sed vos alie occupationes retardarunt. Tandem multas post solicitationes atque visitationes oratores nostri ad vos in Luceria[2]) congregatos profecti sunt, ubi nostram praeter expectationem nove et gravissime condiciones pacis proposite fuerunt, super quibus nostri oratores pro temporis qualitate modestissime responderunt longe plura dicturi, si habuissent in commissis. Sed populus Burgundionum casum non verisimilem minime percogitaverat.

Verum, ut vestris dominationibus respondeamus, magnas inprimis atque ingentes gratias vobis habemus, quod nos in vetterem et pristinam amciciam parati estis recipere, quo nihil apud nos est optacius. Ad cettera vero, que loco interesse petuntur, possent multi multa obicere, que, si vobis molesta non sunt, sub paucis referemus. Et profecto, nisi de vestra mansuetudine confideremus, illa subticeremus prorsus. Bellum hactenus gestum nos quamquam innocuos incredibili damno affecit. Quidquid autem erga nos in damno fuit, cessit in lucrum apud vos, unde nullum belli hujus sustinetis interesse.

Quando loco considerare potestis, quod bellum illud indixistis mandato Cesaree majestatis, cujus nomine arma movistis, prout multe littere vestre attestantur, fuit ergo serenissimus ipse Cesar caput belli et ideo, cum bello renunciaverit, neque vobis itaque altis suo imperio conjunctis relicta est causa ulla querele. Preterea jure militari querela extincto belli duce non transit in heredem nolentem bellum prosequi, quod in ipsa illustrissima nostra ducissa accidit, que nullo pacto statuit defuncti patris sui bellum resuscitare. Insuper bellum hujusmodi non pro agris ullis sed pro vanis injuriis et (contumeliis?)[3]) irritatum dumtaxat gestum est et sic personale fuit. Idcirco cum persona finitum est, ut tum, quascunque disputationes obmittamus, non putetis illustres viri, hoc proponi per viam contencionis; nam contendere vobiscum nisi de amicicia non volumus.

Attendite, oramus, quod belli tempore et etiam dum milia centum flor. pro interesse ipsius belli a nobis petita fuerunt, res Burgundie integre erant, nunc autem ducatus a comitatu separatus est[4]) et ipsius comitatus nonnullas porciones occupant hostes; alie vero cujus partes attrite et afflicte sunt, ut satis superque compertum habetis. Quare equum est vos piam de nobis cogitacionem suscipere. Nam si facultates et opes Burgundionum tales essent, quales esse consueverunt, non differremus quantitatem magnam pecunie polliceri ad priorem benevolenciam vestram restaurandam reintegrandam confirmandam et amplificandam. Sed quamquam adversa fortuna laboraverimus, quod maximum per-difficile et fere impossibile apud nos est, liberali mente offerimus summam viginti centum milium francorum nostre monete, quum vires nostras vincit amor. De diebus autem et temporibus solutionis v. d. ut sunt humanissime et benignissime cum summa humanitate et benignitate arbitrentur[5]) habita ratione calamitatum nostrarum, quas non ex

[1]) 2. März.

[2]) Am 27. Mai 1477. Eidg. Absch. II, 680.

[3]) Fehlt ein Wort.

[4]) Durch Vertrag v. 26. April 1477. Eidg. Absch. II, 926.

[5]) Im Text steht arbitramur.

turpi causa sed pro fide conservanda et libertate tuenda proque assequenda benivolencia vestra sustinemus.

De his autem a vobis praeparanda (?) sunt et aliis capitulis minimis (?)[3]) in pacis et benivolencie tractatu opponendis. Non est opus multa dicere quam, quod mentem nostram circa hec exploratam habetis et in vobis plenissime non modo speramus sed etiam confidimus. Provinciam quidem nostram nolite oramus tributariam facere sed honorem vestrum et nostrum in omnibus conservate, quum nulla hodie provincia christiana facta est sub tributo nec unquam principes nostri pro re ulla consentirent assistere urbi tanto dedecori, ut scilicet tributariorum nomine sortirentur et certe non dubitamus, quin pocius velitis eos amicos habere quam tributarios. Difficilia enim vestra contemplacione volumus atque volumus, impossibilia non possumus.

Ad imperatorem.

Serenissime excellentissime potentissime et invictissime princeps et metuendissime domine noster! Humilimam post comendationem a Marcio mense in hunc usque diem expectavimus, que Caesarea vestra majestas nobis dignata fuit polliceri opem sc. auxilium et favorem. Nam pro conservatione nostre illibate fidei erga divos principes nostros omne genus periculi ad minus virorum et oppidorum nostrorum incendia patientes tolleravimus, suppellectilium et facultatum nostrarum direptionem equo animo tulimus, agrorum populationem et cruentes cedes forti pectore sustinuimus nec propinquorum virorum liberorumque calamitates potuerunt hactenus animos nostros flectere; quin pocius voluerimus extrema et dira quecunque pati quam ipsos illustrissimos principes nostros deserere et Francorum adherere regi, quamquam ille ingencia munera et privilegia in communi et in particulari nobis obtulerit. Quod si regem solum adversarium habuissemus, tanto minus fuisset grave bellum a nobis susceptum. Aderat et adhuc est nobis eodem tempore dimicandum cum Lothringen et praeter eos superioris Germanie civitates nos infestabant ad regis Gallici suggestionem et sollicitationem. Tandem ad res componendas huc advenimus in vestra imperiali celsitudine sperantes. Verum nescimus, quorsum evasuri sumus, quum rex ille aperte nos pecunia oppugnat neque absunt doli, in quibus Franciagene sese oblectare consueverunt atque exercere. Bello insuper acerrimo premunt assidue et nemo succurrit, unde gens nostra fere in desperatione contrita est, quum apprime intelligit, quales nostre fortune sint. Idcirco serenissime princeps, si spes ulla nobis relicta est, vestre Ces. maj.ti humiliter suplicamus, ut cicius atque cicius fideli Burgundo populo ferat opem, ne, dum studuerit vestro culmini morem gerere atque obtemperare, in perpetuam ruinam decidat. Quod proch dolor futurum videmus propediem, nisi quispiam celeriter prospexerit serenissime princeps. Summus maximusque deus serenitatem vestram ad multos conservet annos. Ex Thurego.

R. V. serenitatis fidelissimi ac devotissimi Carolus de Novo Castro archiepiscopus Bisuntinensis et alii conprelati tum barones, equites nobiles et laureati pro oratoribus electi ab universis statibus Burgundie.

Hernach heisst es weiter: Cum confederati post predictam dietam suos oratores ad illustrissimum dominum Maximilianum destinassent certam eorum intentionem illic expo-

[3]) Hier scheint der Text corrupt zu sein.

dituros mox quam statim ventum fuit ad Purg[undiam] misit dux coquinarium ad hospitium jubens et oratoribus et hospiti ut non nisi electe viverent nil prorsusque pro eorum jocunda sostentatione essent obmissuri. Nil enim gracius sibi domino fieri posse(t) quam notabilem expensam fecisse et hoc sue dominationi ill^me^ per cedulam significare et vellet dominatio vestra hanc cedulam magnam summam continere etc. (hier bricht der Schreiber ab).

III.

Wir haben am vorstehenden Manuscripte drei Theile auseinander zu halten: 1. Die Vorschläge des Erzbischofs Karl von Besançon und der übrigen burgundischen Boten an der Tagsatzung zu Zürich, welche das enthalten, was von ihrer Seite den Eidgenossen gegenüber, sei es in mündlicher Rede oder in schriftlicher Ausführung geltend gemacht wurde, um einen annehmbaren Frieden zu erlangen. 2. Eine gleichzeitige in Zürich ausgefertigte Eingabe an Kaiser Friedrich III. in gleichem Sinne und 3. Eine Nachschrift dazu, welche später hinzugefügt worden zu sein scheint.

An der Spitze dieser Botschaft steht Karl von Neuenburg, Erzbischof von Besançon, der, wie Bonstetten[1]) im Jahre 1479 (Febr.) berichtet, schon zwei- bis dreimal wegen des Friedens nach Zürich an die Tagsatzung der Eidgenossen gekommen war. Zum letzten Male erscheint er dort im Frühjahr 1479[2]). Noch in diesem Jahre verliess er die burgundische Sache und trat in die Dienste Ludwig XI. von Frankreich[3]). Schon 1478 waren ihm von Maximilian, als weltlichen Fürsten, die Temporalien gesperrt worden, während Sixtus IV. ihn höchst wahrscheinlich seiner geistlichen Funktionen in der Diöcese enthob. An 1479, als Abfassungszeit, ist nicht zu denken, allein auch an 1478 nicht, da damals schon die Haltung des Erzbischofs eine andere geworden war. Dagegen spricht alles für den 5. Oktober 1477. Die Abschiede enthalten zwar unter diesem Datum keinen Bericht; doch war zur Behandlung der burgundischen Friedensanträge schon Ende Juli ein Tag zu Zürich in Aussicht genommen worden[4]): «Auf Sonntag zu Nacht nach St. Michaelstag (5. Oktober) sollen die Eidgenossen, auch die Fürsten, Herren und Städte der niedern Vereinigung ihre Boten zu Zürich haben mit aller Vollmacht, die Sache zwischen den Burgundern und uns allen zu beschliessen.» In diesem Jahre fanden die genannten beiden Tage von Neuenburg und der Tag von Luzern statt, die das Stadium der Verhandlungen repräsentiren, welches diese Eingabe zur Voraussetzung hat. Hier wird alles auf den Tag von Zürich unterm 5. Oktober abgestellt. Auf dem Zürcher Tage vom 16. Oktober, an den man denken könnte, geschieht aber einer burgundischen Botschaft keine Erwähnung. Die Franzosen überbieten die Burgunder um 20,000 Gulden; mithin muss ein burgundisches Angebot vorliegen[5]). An den Anfang des Jahres 1478 zu denken erlaubte dieser Ausdruck novissime mense Januarii und der ganze Zusammenhang überhaupt nicht. Mithin müssen wir annehmen, der Tag, auf welchem die Burgunder

[1]) Archiv f. Schweiz. Gesch. XIII, 322.

[2]) Absch. III, 26.

[3]) Richard, Histoire du diocèse de Besançon et de St. Claude. 2 vols. Besançon 1847—51, II, 166.

[4]) Eidg. Absch. II, 690 h.

[5]) Eidg. Absch. II, 701: «Drittens machen sie (die Franzosen) den Antrag, für die Grafschaft Burgund Geld zu geben soviel als die Burgunder bieten oder 20,000 Gulden mehr.»

ihre Anträge, ausgerüstet mit besonderer Vollmacht, den Eidgenossen vorgelegt haben, sei wirklich am 5. Oktober 1477 gehalten worden. Dann stellt die hier abgedruckte Eingabe den Inhalt der dort gemachten Anerbietungen dar, ergänzt die Eidg. Abschiede und wirft ein neues Licht sowohl auf den Gang der burgundischen Unterhandlungen, als auch ganz besonders auf die im einzelnen noch wenig bekannte Stellungnahme ihres vornehmsten Wortführers, des Erzbischofs von Bisanz.

Da scheint nun auch eine Eingabe an Kaiser Friedrich beschlossen worden zu sein, deren Inhalt hier ebenfalls wiedergegeben ist. Besonders hervorzuheben ist die Betonung der Abneigung gegen Frankreich, während wir anderthalb Jahre später doch den an erster Stelle unterzeichnenden Erzbischof Karl von Bisanz auf Seite Ludwigs XI. finden, von dem er mit einer Pension entschädigt wurde. Das Gesuch ist in Zürich ausgefertigt, gehört mithin der gleichen Zeit an, wie das voraufgehende Schriftstück, also Anfang Oktober 1477.

Der nachfolgende Zusatz ist spätern Datums und rührt wohl vom Abschreiber her.

Der humanistische Ton, in dem das ganze gehalten ist, darf uns nicht befremden, da wir den Erzbischof von Bisanz als Wortführer der burgundischen Gesandtschaft anzusehen haben. Leider existirt, meines Wissens, keine Biographie dieses gewandten Kirchenfürsten, sonst dürften wohl auch noch Beziehungen zu andern Humanisten nachweisbar sein, als zu dem Einsiedler Dekan Albrecht von Bonstetten[1]).

Freiburg i. U. *Alb. Büchi.*

---

55. Bündnerischer Henkerbrief vom Jahre 1741.

Wir die Häubter vnd Rathsgesandten Lobl.: Gm^{r}.: Dreyer Bündten, dießer Zeit zu Ilantz auf allgemeinem vollkhommnem bundtstag bey einanderen zu Tagen versamlt; Bekennen offentlich, vnd thun khundt allermäniglich mit dießem Brieff, daß nach demme vorweißeren diß, Meister Anthoni Reichle gebürthig von Velkirch der nach- vnd Scharff-Richterdienst anvertrauet, und er bestellet, und angenommen worden, und dessenthalben hin und wider ,hie- und dißseiths, auch innerthalb denen Gebirgen, in unseren Vnderthanenlanden Veltleins, Graffschafften Cleffen, vnd Wormbs etc. zu exequirung und vollführung der denen Missethätern von jeweiligen Criminal-Richtern erkenten und dictierten Leib- und Lebens-straffen von unsern Ambts Leuthen oder anderstwo anbegehrt und beschickht werden möchte, biß dahin aber durch einen schrifftlichen schein kein grundtlich noch eigentlichen Tax dessen, so Ihme alß dessen geleithsmann Täglich an besoldung abgetragen, oder von einer Jeden verurtheilten und zum Todt hinzurichtenden Persohn zur Belohnung gegeben werden solle: Als haben wir anmit Ihme zu dessen verhalt nach folgende schrifftliche verfaßung gnädigst ertheilen wollen, damit er in könfftigen Zeiten von dieses seines diensts wegen, es seye bey unseren Ampts Leuthen in sambtlichen vnderthanen Landen, alß wo er sonsten in unseren eigenen Landen beruffen und gebraucht werden

[1]) S. meinen Bonstetten, 42; ein Bf. an Bonst. ist abgedruckt bei Richard a. a. O.

möchte, zu einichem spahn oder widerwillen keinen anlaß Jemandem nicht gebe, sondern er andurch sich seines diensts und zukommender Belohnung halber gebührlich zu halten wüße, deß nahen dann Ihme p^{r}· 1^{0} gehören solle, sowohl hie, alß disenthalb der Gebirgen für Jeden Tag p^{r}· Zehrung batzen zwantzig, seinem geleithsmann aber batzen zwölf. Wurde Er aber p^{r}· 2^{0} innerthalb die gebirge beruffen, so solle Er für Jeden Tag, für sich selbsten Batzen zwantzig vnd vier, und sein Geleithsmann Ein Gulden gut Geldt zuverzehren haben, es seye zu Fuß oder zu Roß, lige still, oder müßte still ligen, nur daß Selbiger all Täglich zwey Teutsche Meil wegs reise, es wäre dann sach, daß er auf dem Berg, oder innert und ausserthalb demselbigen verschnehet, oder durch andere rechtmäßige verhindernuß des ohngewitters etc. an forthsetzung seiner Reiß verhinderet wurde, und also still ligen müsste, da dann in solchen fählen sein vor stipulierte besoldung, Ihme und seinem gefehrdten all Täglich gereichet werden solle, nicht aber wo Er liederlich und ohnnützerweiß nicht fortziechen wolte, angesechen, Ihme alß dann nach der sachen befindung sein Besoldung zuruckh gehalten werden kan. Wann nun pr. 3^{0} Ein Ambtmann den vorbenanten Scharff-Richter allein beruffen last, so solle Er vor die Reiß, es sye daß vil oder wenige gefangene sich befinden möchten, mehrers nicht, als alltäglich sein fixiertes Reißgeldt zubeziechen haben, wurde aber dannethin es sich begeben, dass solcher auch von anderen Ambtleuthen mehr wurde gebraucht werden, so sollen Ihme die Reiß Spesen, von einer Jurisdiction in die andere, von jedem Ampt-Mann der Ihne benöthiget, verguthet, die Ruckhreiß aber Ihme von dem Jenigen Amptmann der Ihne zu letst gebraucht, vollkommen bezahlt und abgetragen werden, insoferne Ihnen die ersteren Be Ampteten nichts gegeben hätten, wann aber mehrere der Herren Be Ampteten Ihne zu gleich bescheiden wurden, so sollen Ihme die Spesen biß in die Erste Jurisdition zusammenthaft, danethin aber von einem Jeden Be Ampteten all Täglich à parte, so lang Er in seinem befelch sich befinden wird, bezalt werden, in dem verstandt, daß die Ruckhreiß gleich der Hineinreiß angesechen werde.

Wann dan ein Missethäter dem Scharfrichter übergeben wird, es seye daß solcher exequiert werde, oder nicht, so solle Ihme für das Binden und außführen bezallt werden Gulden Sechß, für das folteren, wann schon zumehr mahlen, all Täglich von Jeder Persohn fl. 6.— für außstreichen, an das Halss- Eißen stellen, die Zungen schlitzen, Gliedmaßen abhauen, enthaubten, henckhen und erdrossllen, für Jeden dißer actus à parte fl. 6., p. schären und entblößen fl. 6., den Stuhl setzen und hinwegnehmen fl. 6., für das Raad brechen, auf den Roost legen und auf das Raad flechten, für Jeden Actum fl. 6,— für anpfählen und verbrennen, für Jeden Actum fl. 6,— die Aschen in das Wasser zuwerffen, für das Viech verbrennen in dem Laster der greulichen Sodomiterey, für ein Jedes werkh fl. 6.— per ein Missethäter zu vergraben und das grab zumachen fl. 6.— für den Kopf aufpfählen fl. 6.— in Summa für Jeden Actum, so da eine besondere verrichtung erforderet und hier aber nicht außgestellt sind, sollen dem ScharfRichter fl. 6— abgetragen werden, nebst Einer Cronen für die Handtschuh vnd Strickh von Jeder Persohn. Also zwahren, daß dere nfixierung einem Jeweiligen Herren Criminal- Richter nach der Billichkeit überlaßen seyn solle. — Da wir anbey allen Oberkeiten und Ampts-Leuthen in herrschenden und Unterthanen Landen gebiethen und befehlen, daß Sie Ihme die Ihme gebührende Besoldung in form und gestalt wie Bevor vermeldet

nicht allem ohngehinderet und ohnverweigeret erfolgen und widerfahren lassen, sondern zugleich, wo er beruffen wurde, während seiner Reiß alß still ligend behörig beherberget, auch in denen Würthshäusern, oder wo Er sonsten einkehren wurde nicht übertheüret, sondern mit einer Billichen Ürthen beleget werden, damit Selbiger auf einiche weiß sich nicht zubeklagen habe, da im Gegentheil dem mehrbesagten Meister Anthon Reichle schärffestens anbefohlen wird, sich seinem stande nach gebührlich, geflissentlich, demüthig und bescheidentlich sich gegen Jedermäniglichen zu verhalten, damit. Niemand von Ihme noch denen Seinigen klagbahr erfunden werde. Dessen zu wahrem Urkhundt haben wir in unser allgemeinem nammen diesen Brief mit Lobl. Gmeiner dreyer Bündten Ehren Secret Insiglen verwahrt und überantworthet — Der geben ist auf Bartholmäi Bundstag, im Siebenzehenhundert Ein vnd vierzigsten Jahre.

Original auf Pergament. Die 3 Bundessiegel sind abgefallen. — Obige Urkunde schenkte Herr Consul H. Angst der hist. antiqu. Gesellschaft von Graubünden. Sie stammt aus Ilanz, wurde an einen Antiquar in Luzern, später nach Zürich verkauft. — Wann wird endlich der Schacher mit amtlichen Aktenstücken aufhören?

F. J.

---

56. Tirolische Geschichtsquellen.

Soeben ist bei Wagner in Innsbruck der 3. Band der **„Tirolischen Geschichtsquellen"** erschienen. Er enthält die «*Urbare der Stifte Marienberg* (Tirol) *u. Münster* (Kt. Graubünden), *Peters von Liebenberg-Hohenwart und Hansens von Annaberg, der Pfarrkirche in Meran und Saruthein*» (XII. 447 Seiten). Die Herausgabe besorgte der gelehrte *P. Basilius Schwitzer* vom Stifte Marienberg, Professor in Meran, derselbe, welcher auch den zweiten Band der Tirol. Geschichtsquellen, nämlich «*die Chronik des Stiftes Marienberg von Goswin*» (XLV. 275 S.) veröffentlicht hat. Sowohl Goswins Chronik, als genannte Urbare sind in mehrfacher Beziehung auch für die Schweizergeschichte von hohem Interesse.

Was zuerst die *Chronik* anlangt, bezieht sie sich räumlich auf das Unterengadin und Münsterthal und auf den einst tirolischen Antheil des Bisthums Chur von Finstermünz bis Meran. Zeitlich reicht sie vom 12. Jahrhundert bis nahe zum Todesjahre des Chronisten Goswin 1490. Inhaltlich gibt sie bemerkenswerte genealogische Notizen über das Geschlecht der *Edeln von Taraspo* welche gegen Ende des 12. Jahrhunderts ausstarben. Wohl erwähnt Goswin der sagenhaften Erzählung, dass die Tarasper mailändische Flüchtlinge gewesen seien, fügt aber ausdrücklich bei, dass es sich hier nur um eine Sage handle. Sehr werthvoll sind die vielen Zeitangaben nach Jahr und Todestag, theils in der Chronik selbst, theils im Kalendarium, welches der Chronik vorangeht; dann die vielen Copien von Urkunden, welche nach manchen noch vorhandenen Originalien zu schliessen, getreu und zuverlässig gemacht wurden[1]);

[1]) Vgl. dagegen diesen Anzeiger, Bd. V, S. 209 ff. Die Red.

dann die Aufschlüsse über den ersten und zweiten Bau des Klosters in Schuls, über dessen Verlegung nach St. Stephan und endlich nach Marienberg im obern Vinstgau; weiter die urkundlichen Angaben über das Kloster Münster, woraus in Verbindung mit den Confraternitätsbüchern von St Gallen, Pfäffers und Reichenau und mit einer Reihe anderer geschichtlicher Quellen unumstösslich hervorgeht, dass das Kloster Münster das von Karl dem Grossen gegründete «*Monasterium Tobrense*» ist und nicht ein nie dagewesenes Kloster in der Nähe des Weilers Tuvers im Vorarlberg, wie Kaiser, Bergmann und andere meinten.

Die Chronik Goswins wurde zwar im Jahre 1825 von *J. Röggel* in deutscher Uebersetzung veröffentlicht (Ferdinandäumszeitschrift 1825 S. 67—166). Da aber Röggel selbst sagt: «Ich bin jedoch dabei mehr dem Geiste als dem Worte treu geblieben; habe, was zerstreut eingeschaltet oder übergangen» etc. — so wird jeder Geschichtsforscher die Herausgabe des Originaltextes nur lebhaft begrüssen. Hätte C. v. Moor in seiner Abhandlung über die Tarasper, (Anzeiger für Kunde deutscher Vorzeit, Nürnberg 1861, 1 etc.) statt Röggels freier Bearbeitung, das Original Goswins benützt, so wären wohl verschiedene Irrthümer unterblieben. Dasselbe gilt vom «*Codex diplomaticus*» zur Rätischen Geschichte. Ich füge noch bei, dass der Herausgeber dem Texte auch die chronologisch geordneten Regesten der in der Chronik enthaltenen Urkunden und für die Orts- und Personennamen zwei gesonderte Register beigegeben hat.

Von den *Urbaren* sind für uns die drei ersten von Bedeutung, welche mit den gesonderten Orts- und Personenregistern ungefähr drei Viertheile des 3. Bds. ausmachen. Das erste von Goswin angelegte Urbarium beschreibt die Gerechtigkeiten, Güter und Gefälle des Stiftes Marienberg gegen Ende des 15. Jahrhunderts.

Das zweite und dritte sind Urbare des Klosters Münster vom Jahre 1322 und 1394. Sie bieten nicht blos einen Einblick in den Besitzstand dieser Stifte, sondern sie gewähren auch viel Interessantes bezüglich Mass, Gewicht und Münze, sie belehren uns über die Stellung der Lehensleute und sie geben eine unerwartet grosse Ausbeute an romanischen Orts- und Flurnamen, für Namendeuter eine wahre Fundgrube. Sie belehren uns auch über die Dekanate des Bisthums Chur, und am Schlusse gibt der Herausgeber eine Zusammenstellung der Kirchenpatrone, welche in den Urbaren genannt werden. Da finden wir z. B. *S. Valentin* als Patron von Haid (Malserhaide) und als Patron der Kapelle von Rivair bei Taufers. Bei der Schlacht an der Calva, am 22. Mai 1499, hatten die Kaiserlichen nicht gar weit vom Dorfe Latsch Stellung genommen, wo beim Eingange ins Münsterthal durch eine starke Schanze das Thal gesperrt war. Die Bündtner und Eidgenossen hatten beim Beginne des Kampfes ihre Stellung in der Nähe von Taufers bei der Kapelle St. Valentin zu Rivair. Wenn nun irgend ein Theilnehmer an der Schlacht diese Aufstellung bei St. Valentin zu Rivair berichtet und ein Fernstehender es mit dem viel mehr bekannten St. Valentin auf der Haid verwechselt und diesen Irrthum weiter verbreitet hat, so finden wir das Räthsel gelöst, wie schweizerische Chronisten und Geschichtschreiber bis auf den heutigen Tag den Ort jener berühmten Schlacht ganz unrichtig auf die Malserhaide, statt auf die Calva, verlegen. Calva hiess damals der unterste Theil des Münsterthales.

P. W. S.

Todtenschau schweizerischer Historiker[1]
1890.

4. Januar. **Louis-Benjamin-Auguste-Godefroi de Charrière** in Senarclens, Mitglied der Allg. Schweiz. Geschichtf. Gesellsch., der société d'hist. de la Suisse Romande. — Geboren 26. Oct. 1827 in Hildburghausen, gebildet in Hildburghausen, Neuenburg und Stuttgart, Dragonerhauptmann in der Waadt, Oberstlieutenant im eidg. Generalstab. — Schriften: La campagne de 1712. Etude historique et militaire, Lausanne 1867, in der Revue militaire Suisse. — L'armée zuricoise dans la guerre du Toggenbourg, Lausanne 1868, in der Revue militaire Suisse. — La neutralisation de la Savoie. Etude politique, géographique et stratégique, Lausanne 1874, in der Revue militaire Suisse. — Une notice biographique sur Louis de Charrrière (son père), 1878. — Souvenirs d'un Suisse au service de Sardaigne (Episodes de la carrière du mayor-général Henri de Charrière), in der Bibl. universelle 1886. — Etude sur le premier royaume de Bourgogne (sera prochainement publiée).

18. Januar. **Fritz Berthoud,** Mitglied der Allg. Schweiz. Geschichtf. Gesellsch. — Geboren 1810 in Fleurier, erst im Bankgeschäfte seines Vaters in Paris beschäftigt, dann daheim mit Literatur. Grossrath 1870, Ständerath 1872, Nationalrath, Stifter der Museumsgesellschaft in Fleurier, Vorsteher der Schulkommission. — Schriften: Sur la montagne, Alpes et Jura, Courses lointaines, Neuchâtel 2 vol. in 12°, 1865—1866. — Un hiver au soleil, Croquis de voyages, Fleurier 1882 in 12°. — Die Areuse-Schluchten. — Der Rückzug der französischen Armee in die Schweiz. — J. J. Rousseau au val de Travers (1762—1765), Paris 1881 in 12°. — J. J. Rousseau et le pasteur de Montmollin (1762—1765), Fleurier 1884 in 12°. — Mitarbeiter der Bibliothèque universelle, des Musée neuchâtelois. In letzterm finden sich: Profils neuchâtelois, La Chaux-de-Fonds 1865. S. 43—80. — Une lettre d'origine de 1757, 1868. S. 107. — Discours prononcé dans la réunion de la Société d'hist. à Couvet (1872) 1872. S. 165. — Inventaire du trousseau de mon épouse H. S. 1781, 1881. S. 288. — Allocution (fête de Motiers 1881) 1881. S. 185. — Edouard Desor (discours) 1883. S. 58. — Seine grössten Gemälde sind: Avant la bataille de Morat, Prière de l'avantgarde und Après la bataille.

27. Januar. **Johann Baptist Rusch** aus Appenzell, Mitglied der Allg. Geschichtf. Gesellsch. der Schweiz. — Geboren 7. Sept. 1844 als Sohn des Landammanns J. B. Gregor Rusch, studirte die Rechte in Feldkirch, München, Heidelberg, doctorirte in Heidelberg, Präsident des inner-rhodischen Kantonsgerichts 1875, Mitglied der Standescommission und regierender Landammann 1877, Kantonsrath, Vogteirath, Mitglied der Vormundschafts-Behörde des innern Landestheils, der Landesschul-, Rechnungsprüfungs- und Forstkommission, Verwalter des Landesarchivariats, Ständerath von 1868 (bloss 24jährig) bis 1875 und von 1877 bis zu seinem Tode, Hauptmann im eidg. Justizstab seit 1870. — Schriften: Die Staatsanleihen des Kantons Appenzell Inner-Rhoden, in der Zeitschrift für schweiz. Statistik, Bern 1868, K. J. Wyss. — Landbuch von Appenzell vom Jahre 1409, mit Erläuterungen herausg. Zürich 1869. — Beiträge zur Glaubensspaltungs- und Landestheilungs-Geschichte des Landes Appenzell, im Archiv für die schweiz. Reformationsgeschichte II. 497—529, Solothurn 1872, auch separat. — Chronik des Stadtschreibers Werner Beyel, ebenda III. 641, Solothurn 1876. — Geschichte St. Gerolds des Frommen und seiner Propstei im Vorarlberg, in den Schriften der k. k. Akademie der Wissenschaften in Wien. — Quellenstudien zur Geschichte der Hoheitsstreitigkeiten zwischen Appenzell Inner- und Ausserrhoden 1869.

18. Februar. **Franz Xaver Bernet** von Luthern, Mitbegründer des historischen Vereins der V Orte 10. Januar 1843, geb. 1810, studirte in Luzern und Tübingen Theologie, Vicar in Uffikon 1836, Kantonsbibliothekar in Luzern 1838, Verweser zu Franciskanern in Luzern 1847, Pfarrer in Neuenkirch 1854, Chorherr in Münster 1864. Schriften: Beiträge zur Geschichte der Kreuzzüge gegen die Mongolen im 13. Jahrhundert, zunächst für das Bisthum Constanz, im Geschichtsfreund I. 351—364.

---

[1]) Mit bester Verdankung der Beiträge der Herren G. v. Wyss, P. Vaucher, P. Plattner, P. C. von Planta, Ph. Godet, M. Tripet, J. Bernoulli, J. L. Brandstetter, R. Thommen.

25. Februar. **Jean-Barthélemy-Gaïfre Galiffe,** Mitglied der Société d'histoire et d'archéologie de Genève, der Société d'histoire de la Suisse Romande, des Institut national genevois, corresp. Mitglied der hist. Gesellschaft des Kantons Aargau und der Commission royale de Turin, Sohn des Historikers Jacques-Augustin Galiffe (1776—1853) und der Elisabeth-Philippine Claparède, geb. 31. Juli 1818, Professor an der Akademie in Genf, Maire von Latigny 1853—1858, Mitglied des Grossen Raths von Genf 1854—1856, kgl. dänischer Generalkonsul in Genf seit 1866. — Schriften: Notice sur la vie et les travaux de J.-A. Galiffe, avec quelques extraits de sa correspondance et autres pièces justificatives, Genève Carey 1856 (siehe Anzeiger von Zürich Dezbr. 1859. S. 71.) — Notices généalogiques sur les familles genevoises depuis le premier temps jusqu'à nos jours, continuées par Galiffe fils, Tome IV, 3 séries, Genève 1857—1866 (Siehe Anzeiger von Zürich Juni 1859 S. 36 und Dezbr. 1860 S. 152); Tome V, (mit A. de Mandrot), Genève 1884. — Besançon Hugues, libérateur de Genève, in den Mém. et Doc. publiés p. l. Soc. d'hist. et d'arch. de Genève, Tome XI, 197—524, Genève Jullien frères 1859, auch separat Genève 1859 in 328 S. — Armorial historique Genevois, 1. série: Genève épiscopale jusqu'en 1535; 2. série: Genève république réformée, avec 26 planches, Genève et Lausanne 1859, 34 S. (s. Anzeiger von Zürich, Juni 1859, S. 36). — Quelques pages d'histoire exacte, soit les procés criminels intentés à Genève en 1547 pour haute trahison contre N. Ami Perrin et Laurent Maigret des 16 Magnifiques, Genève Vaney 1862 (siehe Anzeiger von Zürich, Jan. 1863, S. 16). — Genève délivrée, comédie sur l'Escalade de 1602, composée en 1602 par Samuel Cheppuzeau. — Nouvelles pages d'histoire exacte, soit le procès de Pierre Ameaux et ses incidents 1546, Genève 1863, in den Mémoires de l'Institut national genevois, Tome IX (siehe Anzeiger von Zürich, Jan. 1864). — Genève historique et archéologique, avec planches, 2 vol., Genève, 1869—1872, H. Georg (siehe Anzeiger von Zürich, Dezbr. 1868, S. 156). — D'un siècle à l'autre, 2 vol., 1877—1878. — Refuge italien à Genève au XVI. et au XVII. siècle (1881). — Les événements d'octobre 1846 à Genève, im Bulletin de l'Instistut national genevois XXIX.

8. April. **Alois Reinhard,** von Kerns, Mitglied des hist. Vereins der V Orte, geb. 1832, Lehrer in St. Anton, Rathsherr 1861, Regierungsrath 1868, Militärdirector, Nationalrath 1872—1878, Verwalter der Pension Frutt-Melchsee, Gemeindepräsident. Er hat keine Schrift veröffentlicht, aber viel historisches Material gesammelt.

19. April. **Alfons von Flugi** von Aspermont. Mitglied der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, der Dichter Rhätiens. — Geboren den 19. September 1823 im Valcava (Münsterthal), besuchte die Schule in Chur und Zürich, machte die Lehrzeit im Hause LaRoche in Basel, bis er seinem Wunsche gemäss ein wissenschaftliches Studium ergreifen durfte. Er studirte in Basel, Leipzig und Berlin und widmete sich auch im weitern Leben, in Zürich und am Genfersee, literarischen Arbeiten, namentlich auf rhätischem Gebiete. — Schriften: Volkssagen aus Graubünden 1843. — Der Prättigauer Freiheitskampf. — Cardenio, dramatische Dichtung 1848. — Zwei historische Gedichte aus dem 16. und 17. Jahrhundert, 1865. — Die Volkslieder des Engadin, mit deutscher Uebersetzung 1873. — Ein ladinisches Rügelied auf den Tod des Obersten Jenatsch. — Üna bella istorgia dalg prus e bio Tobia. — Die Hoheitsrechte des Kantons Graubünden über das Bisthum Chur. — Johann von Travers (in der Zeitschrift Rätia). — Georg Jenatsch. — Vortrag über die Calvenschlacht. — In Böhmers Romanischen Studien und in der Zeitschrift für Romanische Philologie: Ladinische Dichter im 17. Jahrhundert. Die ladinischen Dramen (1879). — Ladinische Dichter (1880). — Historische Gedichte in ladinischer Sprache (1881). — Zwei ladinische Dramen des 16. Jahrhunderts (1882). — Zwei weltliche ladinische Dramen des 17. Jahrhunderts. (Nekrolog im Bündner Tagblatt vom 22. April und 3. Mai 1890 von Herrn Peter Conradin von Planta.) —

20. April. **Thomas Stocker** vom Grüth bei Baar, Mitglied des hist. Vereins der V Orte 1843. — Geboren 1812, studirte Theologie in Solothurn, 1835 zum Priester geweiht, Professor am Gymnasium in Zug 1837, Prof. der Geschichte am Lyceum in Luzern 1844, Chorherr des Stifts St. Leodegar 1847, Verwalter und Vorstand von Stiftsämtern und Bruderschaften. — Schriften: Urkunden und Regesten aus dem Cistercienser Kloster Frauenthal, Geschichtsfreund I. und III. — Habsburgisch-Oesterreichischer Pfandrodel, Geschichtsfreund V. — Stiftungsbrief der Kaplanei Ebikon, Geschichtsfreund XVI. — Jahrzeitbuch der ehemaligen Schwestern des St. Clara-Ordens in Zofingen, Geschichtsfreund

XXII. — Die ältesten kirchlichen Verhältnisse der Gemeinde Küsnach zu dem Gotteshaus Engelberg, Geschichtsfreund XXIV. — Schultheiss Lucas Ritter und sein Palast in Luzern, Geschichtsfreund XXV.

3. August. **Auguste Bachelin,** Mitglied der hist. Gesellschaft von Neuenburg. — Geboren 27. September 1830 in Neuenburg, wurde Maler, 1850 nach Paris, später in Marin bei St. Blaise, Präsident des Comité du Musée Neuchâtelois. — Mitarbeiter des Messager boiteux, Rameau de sapin, Magasin pittoresque, der Bibliothèque universelle und einiger Zeitungen. — Schriften: Alexander Berthier, notice historique, Neuchâtel 1863 in 4°. — A propos des monnaies fédérales, Bâle 1875 in 4°. — Iconographie neuchâteloise, Neuchâtel 1878 in 8°. — Iconographie de J. J. Rousseau, Genève 1878 in 8°. — Aux frontières (Album de croquis), Neuchâtel 1878 in Folio. — Trois jours de vacances (album illustré), Neuchâtel 1864 in Folio. — Autour de deux lacs (album illustré), Neuchâtel 1864 in Folio. — Un jour au Creux-du-Vent (album illustré) Neuchâtel 1866 in Folio. — A travers le Jura (Album illustré) Neuchâtel 1867 in Folio. — En voyageant, croquis, Neuchâtel in Folio. — Les Girardet, Neuchâtel 1870 in 8°. — Jean-Louis (roman) Neuchâtel 1882, 2 vol. in 12. — Neuchâtel et ses environs, Zurich 1880 in 12. — Paul de Pury, Neuchâtel 1885 in Folio. — Iconographie de Marat, Paris. — L'horlogerie neuchâteloise, Neuchâtel 1888, in 12. — Deux portraits (nouvelles), Lausanne 1889 in 12. — Sarah Wemyts (roman), Neuchâtel 1891 in 12. — Im Musée Neuchâtelois, meist mit Abbildungen (nach der Table des Matières von Prof. A. Godet): *I. Archéologie.* Menhirs et dolmens: Menhir de la fôret du Grand-Devin 1865. 51. Menhir du bois du Devers 1868. 109. Menhir du Combasson 1869. 31. Dolmen près de St. Blaise 1872. 257. Station lacustre d'Onnens 1881. 148. La Tène, station lacustre 1879. 221 Tête de lion, antiquité romaine 1884. 185. *II. Architecture et Sculpture.* Châteaux: Le château de Thielle 1872. 298; 1873. 47. — Le château de Valangin 1877. 148. — Le château de Beauregard 1878. 96. — Ancienne vue du château de Colombier 1878. 246. — Le château de Vaumarcus 1881. 268. — Le château de Boudry 1883. 122. — Eglise des Planchettes 1888. 124, 173. — Fenêtre du XVI^me^ siècle à Corcelles 1872. 48. — Fenêtre de la Combe Jeanneret au Locle 1873. 60. — Intérieur de la Cathédrale de Fribourg en Brisgau 1877. 290. — Maison de Ferdinand Berthoud à Plancemont 1888. 270. — Ancien pont de la poste à Neuchâtel 1871. 168. — Porte à gonds de pierre à Boudry 1888. 285. — Vieux môle à Marin 1889. — La Maison d'Erasme 1891. — Passage couvert à St. Blaise 1887. 80. — Porte ancienne du château de Neuchâtel 1879. 52, de la cure de Boudry 1885. 260, de la rue des Moulins 1887. 180. — Un bas-relief du monument du duc de Brunswick 1879. 125. — Nicolas de Flüe à Stanz 1884. 279. — Le fronton du nouveau collège municipal des garçons à Neuchâtel 1871. 251. — Monument funéraire de E. Desor 1888. 222. — *III. Arts et Industries neuchâtelois.* — Automates de Jaquet-Droz 1875. 27. — La dentelle, notice historique 1868. 177. 213. — Ebénisterie neuchâteloise 1865. 113, 1888. 197. — Marteaux de portes 1888. 245. — Sceptres et coupes: Sceptres de cours de justice et plaque d'huissier 1864. 157. — Coupes de Neuchâtel et de Landeron 1865. 329, 1866. 45. Coupe offerte aux conseillers de la ville de Neuchâtel par la Corporation des Tonneliers et Vignerons (1831) 1867. 213. Coupe de Pontareuse et bannière de Boudry 1883. 258. — Tapisserie suisse, XVI^me^ siècle 1869. 33, 1870. 308. Vitraux de l'église de Fenin 1879. 197, de l'église de St. Martin 1879. 294, de l'église de Couvet 1881. 220. — *IV. Arts et Artistes neuchâtelois.* — Les Girardet 1869. 213. 261. 285, 1870. 18. 25. 30. 65. 105. 157. 181. 245. — Dessin de K. Girardet 1882. 298., d'Alexandre Girardet 1874. 8. — Edouard Girardet 1882. 11. 33. Abraham Girardet 1876. 30. Maison des Girardet au Locle 1869. 213. — Louis Grosclaude 1871. 21. 132. 190. — L'œuvre de H. Courvoisier — Voisin 1871. 77. Vue de Neuchâtel par H. Courvoisier-Voisin 1880. 28. — Portrait de H. Courvoisier-Voisin 1871. 224. — François Forster 1873. 113. 161. — B.-A. Nicolet, graveur 1874. 135. 186. 242. — J. Preud'homme 1876. 23. — F.-G. Lardy 1876. 24. — Bosset de Luze 1876. 27. — Baron de Sandoz-Rollin 1876. 29, 1867. 253. — Maximilien de Meuron 1876. 35. 81. 171. 204. 228. — Exposition des oeuvres de M. de Meuron 1869. 143. 198. — Frédéric Jeanneret 1876. 147. 261. — Jean-Pierre Droz 1877. 14. 29. — Jean-Frédéric Osterwald 1877. 62. 77. 105. 125. — Léopold Robert 1866. 17, 1877. 245. 269, 1878. 247, ses oeuvres 1867. 281, 1874. 75, 1876. 20, 1867. 281. — Ch.-R. Weibel-Comtesse 1878. 271. — Rose Osterwald 1879. 29, 1878. 270. — Henri Baumann 1879. 53. — Gabriel Lory. 1879. 77. 101. — Alexandre Calame 1879. 246, 1880. 273, 1881. 5. 29. 57. 77. 107. 108. — Henri-François Brandt 1880. 249. — Ami-

Jean Landry 1882. 64 — Hans Rychner 1882. 85. — Paul de Pury 1884. 45. 73. 105. 142. — Charles-Ed. Calame 1884. 204. — Frédéric-W. Moritz 1884. 305. — Georges-Fr. Jaquemot 1885. 272. — Georges Grisel 1886. 15. 35. 59. — Edouard de Pourtalès-Pury 1887. 260. 273. — *V. Costumes Civils.* Costume d'homme au XVIII^me^ siècle (Chaillet, botaniste) 1864. 153., de femme, fin XVIII^me^ siècle, 1865. 26., bourgeois XVIII^me^ siècle (J.-N. Nadenbousch) 1865. 47., neuchâtelois XVIII^me^ et XIX^me^ siècles 1866. 83., neuchâtelois XIV^me^ siècle, 1868. 61. 85., du XIV^me^ siècle (Jeanne de Montfaucon) 1867. 125., du XVII^me^ siècle (Henri II. de Longueville) 1868. 293, d'homme XIX^me^ siècle 1871. 200., civil neuchâtelois (Jean Perrochet) XVI^me^ siècle 1874. 243, neuchâtelois XVIII^me^ et XIX^me^ s., 1875. 102, 1877. 100, neuchâtelois (XIII. s.) 1877. 224, 1878. 23. 144, 1881. 290. 1885. 212. 124, 1878. 144, de conseiller de la ville de Neuchâtel 1866. 125., d'enfant (XVIII. s.) 1882. 204, Dame neuchâteloise 1870. 91, 1868. 165, 1882. 132, 1885. 88, 1885. 212. — Les sautiers de la bourgeoisie de Neuchâtel 1876. 268. — Le messager de la Chaux-de-Fonds au Locle 1886. 124. — Le guet de nuit 1864. 49. — Bonnet du guet 1864. 126. — Coiffures neuch. 1865. 170. — Vacher neuchâtelois 1874. 74. — Bergère de Suisse avec enfant 1874. 152. — *VI. Costumes militaires.* Garde d'honneur à cheval de la ville de Neuchâtel 1864. 159, 1865. 313, 1866. 223. Garde urbaine à cheval de la ville de Neuchâtel 1867. 3. — Uniformes des milices neuch. 1868. 5, 1870. 29, 1878. 292, 1882. 84. — Volontaires du Camp de Valangin 1869. 165, 1883. 218. Officier d'artillerie 1870. 180. — Aide-major de la ville 1870. 254. Officier de grenadiers neuch. 1872. 186. — Musicien militaire de la Chaux-de Fonds 1873. 160. — Officier supérieur d'infanterie 1873. 198. — Grenadiers 1874. 120, 1886. 53. — Officier d'infanterie 1875. 45. — Soldats du Comté de Neuchâtel de 1476. 1876. 51. Sapeur 1877. 28. 1881. 99. Carabiniers 1883. 218. — Uniformes du régiment de Meuron 1880. 16. 201. 272, 1881. 12. 37. 166, 1883. 182, 1884. 41. 184. 304, 1885. 112. 282. des tirailleurs de la garde en Prusse 1868. 205, 1869. 121. — Comtes de Neuch. Cost. militaires (XIV. s.) 1870. 103. — Uniformes de la compagnie Jacobel 1874. 168. — Drapeaux neuch. à Grandson et à Morat 1864. 21, du régiment de Meuron 1880. 16. 201, 1881. 37, 1885. 282. — A propos d'un drapeau 1886. 119. — Bannière de Boudry 1883. 258. — Drapeau donné à la ville de Neuchâtel par le Prince A. Berthier 1867. 53. Milices neuch. Tambourmajor 1889. — Chirurgiens militaires 1889. — Gensdarmes neuch. 1890. — *VII. Expositions.* — Exp. nationale au profit des incendiés de Travers 1865. 303. 325, 1886. 12. 44. — Lettre sur l'exp. universelle 1867. 163. 224. 259. Exp. rétrospective à Cernier 1878. 179. Exp. de la société des Amis des Arts de Neuch. 1880. 123. 146. 170. 197. 221. Exp. des œuvres d. M. de Meuron 1869. 143. 198. — *VIII. Histoires et Souvenirs militaires.* — Une mitrailleuse neuch. 1870. 281. — Siège de Landeron par les Bernois (1325) 1873. 196. — La compagnie Jacobel, régiment Wittmer, service de France 1874. 168. — Scènes de la vie militaire d'autrefois 1874. 245. — Histoire du *canari* Abram Nicole 1877. 75. — Un soldat 1879. 7. — J.-S. Virchaux. Episode de la Rév. Française 1880. 7.29. — Une ruse de guerre 1883. 204. 243. — Episode de la guerre contre le duc de Savoie. 1886. 92. — L'armée de l'Est en Suisse (1871). La garde mobile des Hautes Alpes 1888. 138. — Le quatrième centenaire de la bataille de Morat 1876. 51. — Notes d'un tirailleur de la garde à Berlin. (1817—1828) 1890. — *IX. Personnages célèbres.* — Henri II. duc de Longueville 1864. 182. Deux portraits de Farel 1865. 217. — Maison de Farel à Gap. 1876. 99. — Gressly 1866. 68. — Le général Oudinot à Neuch. 1866. 101. 126. 149. 231. — Le prince de Conti 1867. 29. Al. Berthier, prince de Neuch. 1867. 53. — Portrait de J.-E. Bertrand 1870. 129. — J.-J. Rousseau et Abr. Gagnebin 1871. 26. — François Borel 1872. 43. — Portrait de Marie-Anne Calame 1873. 228. — Maison de Marat 1873. 265. 310. Tombeau de Marat. 1873. 316. — Jossaud 1875. 273. — F. Du-Bois de Montperreux 1878. 72. — L. Bourguet 1866. 277. — Une lettre de Bourguet 1886. 281. — Balzac à Neuch. 1883. 307. 344, 1884. 35. — Jaques-Fr. Houriet 1884. 44. — R. S. de Lentulus, gouverneur de Neuch. 1887. 289, 1888. 29. — Mylord Maréchal et ses indulgences 1888. 103. — Ferdinand Berthoud (1727—1807), 1889. — *X. Société d'histoire.* — Réunions et discours 1864. 120, 1870. 130, 1873. 209. 259. 286, 1875. 151, 1876. 164, 1882. 185, 1888. 175, 1889. — *XI. Divers.* — A Colombier 1877. 124. A Savegnier 1882. 156. A Val-de-Ruz 1887. 91. 119. — Une ambassade du Val-de-Ruz chez le prince Berthier 1879. 199. 299. Une brouille, Neuveville et Neuch. 1879. 149. — Le Cerneux-Péquignot 1882. 108. — Documents autographes du Musée hist. de Neuch. 1885. 237. — L'Ecluse à Neuch. 1880. 247. — Inaugura-

tion du Collège municipal de Neuch. et fête des Armourins 1868. 273. La Marquise (nouvelle) 1878. 9. 33. 49. 73. 108. 121. 185. 211. — Miniature du Codex de Manesse, Rodolphe de Fénis 1866. 229. — Revue cantonale des cadets à Neuch. 1865. 204. 264. — La Rose d'or à Bâle1 866. 246. — Souvenirs de 1707 à 1708; 1883. 272. 297. Tremblements de terre 1885. 308. — Les voyageurs à l'ile de St. Pierre 1888. 271. — Un voyageur neuch. P.-F. Droz, l'Américain 1885. 102. 122. 155. 184. 203. — Vue de Neuch. en 1780; 1865. 171. Vue du port de Neuch. 1875. 78. Vue prise du pont des petites boucheries 1878. 222. — Autographes du Musée hist. 1889. — L'impératrice Josephine à Montmirail 1889. — Ours, loups, sangliers et chevreuils 1889. — Le gouverneur de Pfuel et les évenements de 1831. 1889. Aux gorges de l'Areuse 1889. — Le Seyon près des Bercles 1890. Poires à poudre, Musée hist. de Neuch. 1890. Le Bataillard 1890; dazu noch viele Zeichnungen, siehe die table des matières S. 69. 70. Ueber A. Bachelin: Musée neuchâtelois, 1890, Nr. 9 von Ph. Godet. Archives héraldiques 1890, Nr. 45 von M. Tripet und in der Suisse libérale von Ph. Godet.

19. August. **Martin Birmann** (eigentlich Grieder), Mitglied der historischen und antiquarischen Gesellschaft zu Basel. — Geboren 1828 zu Rünenberg in Baselland, als Sohn armer Eltern, später adoptirt von Frau Birmann in Basel, besuchte das Gymnasium zu Basel, studirte in Göttingen Theologie; Armeninspector, liess sich in Liestal nieder, Landrath, Mitglied der Verwaltungscommission des Kirchen- Schul- und Landarmenguts, Ständerath 1869, Dr. phil. honoris causa von Basel 26. Nov. 1885. — Schriften: Der Kantonsspital und das neue Krankenhaus, mit 4 Plänen, Liestal bei Lüdin & Walser 1872. — Blätter zur Heimathkunde von Baselland (anonym). 1. Der Kirchenbau zu Kirchberg. 2. J. J. Buser, Lehrer zu Rünenberg (1825—1867), Liestal 1872. 3. Unsere Glocken, Liestal 1875. 4. Zur Geschichte von Langenbruck und Umgebung, Liestal 1876. 5. Die Stiftung des Siechenhauses zu Liestal, Erzählung, 1883. — Der Armen-Erziehungsverein von Baselland, Liestal 1875. — Im Basler Jahrbuch: Genealogie der Grafen von Thierstein und Homberg 1879, S. 102—136. — Drei Blätter aus der Geschichte des St. Jakobskrieges 1882, S. 68—109. — Graf Oswald von Thierstein und der Ausgang seines Geschlechtes, 1883, S. 48—86. — Das Kloster Olsberg. 1885, S. 266—282. — Der 3. August 1833, 1888, S. 80—115. — Die Anfänge des Basler Kinderspitals, 1891, S. 10—28. — Frau Juliane Birman, geb. Vischer, Blätter der Erinnerung, geboten auf den 14. März 1885 (anonym), Liestal bei Lüdin 1885. — Die politische Rechtsgleichheit als leitender Gedanke der Revolution im Kanton Basel 1830—1833, Liestal bei Lüdin & Walser 1882. — Peter Ochs, in d. Allg. deutschen Biographie XXIV. 131—144. (Leipzig 1886.) — Die Einrichtungen deutscher Stämme auf dem Boden Helvetiens, 66. Basler Neujahrsblatt 1888. (Basel 1887).

5. Sept. **Christoph Johannes Riggenbach.** Mitglied der historischen und antiquarischen Gesellschaft zu Basel, der Allgemeinen Schweiz. Geschichtforschenden Gesellschaft. — Geboren 8. Okt. 1818 in Basel, studirte in Basel Medicin, dann in Berlin und Bonn Theologie, 1842 consecrirt, Pfarrer in Bennwyl 1843, Professor in Basel 1851, Mitglied des Kirchenrathes 1863—1870, der Synode seit 1880, Mitbegründer des «Kirchenfreundes» (Organs der theol. Rechten) 1867 und des evangelischen kirchl. Vereins 1871, Präsident der Rettungsanstalt von Beuggen, predigte oft in Basel. — Schriften: Der Kirchengesang in Basel seit der Reformation, mit neuen Aufschlüssen über die Anfänge des französischen Psalmengesangs, in den «Beiträgen zur vaterländischen Geschichte,» herausg. von der histor. Gesellschaft in Basel, Bd. XI. 327—524 (Basel 1870) und separat. — Nachträge zur Geschichte des Kirchengesangs, ebenda X. 365—382 (Basel 1875). Nekrolog: Allg. Schweizer Zeitung, 1890 Nr. 215, 216, 217.

Dr. W. F. von Mülinen.

Redaction: *Dr. G. Tobler* in Bern. — Druck und Expedition von *K. J. Wyss* in Bern.